

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 9 mars 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°851 ■

ÉLECTRIFICATION
EN AFRIQUE

La BEI s'engage à
mobiliser plus de 1
milliard € pour
l'initiative Mission 300

P 16

GUERRE PROLONGÉE AU MOYEN-ORIENT

Vers un baril à 150 dollars ?

La guerre au Moyen-Orient pourrait transformer durablement le marché mondial de l'énergie. Entre la hausse record des prix, la vulnérabilité des infrastructures et la forte dépendance des pays importateurs, l'hypothèse d'un pétrole à 150 dollars le baril n'apparaît plus comme de la science-fiction. Dans ce contexte, les choix stratégiques des pays producteurs ainsi que la diversification des sources d'énergie deviennent des impératifs pour préserver l'équilibre de l'économie mondiale.

P 3



BANQUE NATIONALE
DES GÈNES

**Un projet
stratégique pour
renforcer la sécurité
alimentaire**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a effectué une visite d'inspection au projet de la Banque nationale des gènes, une infrastructure scientifique appelée à jouer un rôle central dans la stratégie nationale de sécurité alimentaire. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets structurants du secteur agricole, a permis au ministre de s'enquérir de l'état d'avancement de cette installation et des préparatifs en vue de son entrée en service prochaine.

P 2

JOURNÉE INTERNATIONALE
DES FEMMES

**Le message du
Président Tebboune**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie œuvre à consacrer le droit de la femme à une intégration pleine et entière dans la dynamique des transformations engagées vers l'édification de l'État moderne, tout en renforçant son rôle dans le projet national.

P 5

SUITE À L'INTERRUPTION DES
LIVRAISONS QATARIES

**L'Italie veut plus du
gaz algérien**

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient commencent déjà à redessiner les équilibres énergétiques en Europe. Confrontée à l'interruption de plusieurs livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Qatar, l'Italie se tourne désormais vers l'Afrique pour sécuriser son approvisionnement, avec une attention particulière portée à l'Algérie, partenaire énergétique historique de la péninsule.

P 3

TOUGGOURT

**Mise en service d'une
nouvelle station de relevage
des eaux usées** P 2

PORT D'ANNABA/EXPORTATIONS

**Chargement de plus de 15.000
tonnes de fer à béton vers la
Lituanie** P 4

ILLIZI

**Mesures proactives contre
une éventuelle invasion
acridienne** P 6

EL-MENIAA

Quand la passion pour l'agriculture se transforme en projet réussi

Après avoir longtemps nourri une passion pour l'agriculture, voilà que Mme. Meskia Labri, réalise son rêve, en concrétisant un projet agricole réussi à El-Meniaa, en dépit de la rudesse des conditions naturelles en milieu saharien. Native en 1973 de la région de Bousmail (Tipasa), Mme.Labri, qui a toujours été liée intimement à la terre, une passion héritée de son père agriculteur, s'est lancée dans le travail de la terre et a monté un projet agricole florissant, une idée qui a longtemps traversé son esprit avant de prendre forme dans la wilaya d'El-Meniaa (Sud-centre). Armée d'une volonté ardente de développer un projet agricole dans le Sud, elle a d'abord loué un terrain de 250 hectares (ha), jouxtant la route reliant les wilayas d'El-Meniaa et In-Salah, pour entamer son aventure agricole et réaliser son ambitieux projet. Meskia a ainsi procédé à l'acquisition de moyens et outils de travail nécessaires pour entamer sa première expérience d'emblavement d'une superficie de 60 ha en blé dur, irrigués sous deux pivots, avant d'inclure des cultures maraichères, dont la pastèque et le melon, mais aussi la pomme de terre qui a donné, cette saison, une récolte au-delà de ses prévisions. Très motivée par les résultats obtenus, et déterminée à étendre son projet, elle s'est vue accorder, au titre de l'accèsion à la propriété foncière agricole, d'une superficie de 130 ha où elle a lancé, cette saison, des travaux d'aménagement, foré des puits d'irrigation et procédé à leur équipement. Approchée par l'APS, Mme. Labri a salué les mesures préconisées par le président de la République M.Abdelmadjid Tebboune dans le cadre de l'encouragement des promoteurs agricoles, dont celle concernant la création de coopératives de location de matériels agricoles, susceptibles de soutenir les agriculteurs lors des campagnes labours-semailles et moissons-battage. Elle affirme avoir réussi à relever différents challenges, et continue, animée d'une forte volonté, de concrétiser son projet, tout en révélant son ambition d'étendre et de diversifier davantage les activités agricoles, encouragée par les conditions hydroédaphiques de la région favorable au développement de l'agriculture. L'expérience de Meskia Labri constitue l'un des multiples exemples de la femme algérienne ambitieuse, en réussissant à réaliser un rêve dans le domaine agricole, contribuer au développement de l'agriculture saharienne et au renforcement de la production nationale.

APS

BANQUE NATIONALE DES GÈNES

Un projet stratégique pour renforcer la sécurité alimentaire

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a effectué une visite d'inspection au projet de la Banque nationale des gènes, une infrastructure scientifique appelée à jouer un rôle central dans la stratégie nationale de sécurité alimentaire. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets structurants du secteur agricole, a permis au ministre de s'enquérir de l'état d'avancement de cette installation et des préparatifs en vue de son entrée en service prochaine.

Par Réda Hadi

Au cours de cette tournée, le ministre a visité les différents départements et laboratoires que compte cette structure scientifique, où il a reçu des explications détaillées sur les travaux en cours et les équipements nécessaires à son fonctionnement. Selon un communiqué du ministère, Yacine Oualid s'est particulièrement intéressé à l'état d'avancement du processus d'équipement de cette infrastructure, tant sur le plan matériel que sur celui des ressources humaines, indispensables pour garantir son fonctionnement dans les meilleures conditions. Dans ce contexte, le ministre a insisté sur l'importance de se conformer aux normes internationales en vigueur dans le domaine des banques de gènes. Ces structures scientifiques jouent en effet un rôle essentiel dans la conservation, la protection et la valorisation du patrimoine génétique végétal et animal, constituant ainsi un levier fondamental pour la recherche agricole et l'amélioration de la production. La Banque nationale des gènes est appelée à devenir un véritable centre de référence pour la conservation des ressources génétiques agricoles en Algérie. Elle permettra de préserver les variétés locales de plantes cultivées, les espèces animales d'intérêt agricole ainsi que les ressources biologiques susceptibles de contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et à

l'adaptation aux changements climatiques. Lors de sa visite, le ministre a également relevé certaines insuffisances liées notamment à l'équipement ou à l'organisation des structures. Il a, à ce titre, appelé les responsables à accélérer la prise en charge de ces lacunes afin de permettre la mise en service rapide de cet établissement scientifique stratégique. Pour les autorités publiques, ce projet représente un outil essentiel pour renforcer l'autonomie du pays en matière de recherche agronomique et soutenir les efforts de développement du secteur agricole. La visite a également été l'occasion pour le ministre de découvrir les différents laboratoires de recherche installés au sein de cette station scientifique. Parmi eux figure le laboratoire de biotechnologie et d'amélioration des plantes, qui constitue l'un des pôles les plus importants du projet. Ce laboratoire travaille notamment sur la culture in vitro du palmier dattier, une technique permettant de produire des plants sains et de qualité, tout en contribuant à la préservation de cette espèce emblématique de l'agriculture saharienne. Les chercheurs y utilisent également les outils de la biologie moléculaire pour accélérer le développement de nouvelles variétés de céréales, notamment le blé, l'orge et le triticale. Ces travaux s'inscrivent dans la volonté de renforcer la production nationale de céréales, un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire du pays. Le ministre s'est également

rendu au laboratoire de production animale, où les équipes de recherche travaillent sur la valorisation des ressources génétiques animales et la préservation de la biodiversité. Les chercheurs y mènent des études visant à améliorer les performances des espèces animales locales tout en préservant leur diversité génétique. Les activités de ce laboratoire portent également sur la qualité des produits issus de l'élevage, notamment le miel. Un autre volet important de la visite a concerné le laboratoire de technologie alimentaire, qui se consacre à l'étude de la qualité des produits agricoles transformés. Les travaux menés dans ce cadre portent notamment sur la qualité de l'huile d'olive, un produit emblématique de l'agriculture algérienne. Les chercheurs s'intéressent également à la sécurité sanitaire des aliments en utilisant des techniques modernes, notamment certaines technologies d'origine nucléaire permettant d'améliorer les méthodes d'analyse et de contrôle. Enfin, le ministre a visité le laboratoire de bioclimatologie et d'irrigation agricole, où lui ont été présentées plusieurs innovations dans le domaine de la gestion de l'eau en agriculture. Les chercheurs y développent notamment des techniques d'irrigation intelligente permettant d'optimiser l'utilisation des ressources hydriques, un enjeu particulièrement important dans un contexte marqué par les effets du changement climatique et la raréfaction de l'eau.

TOUGGOURT

Mise en service d'une nouvelle station de relevage des eaux usées

Une nouvelle station de relevage des eaux usées destinée à plusieurs quartiers de la commune de Tougourt a été mise en service dans le cadre d'une programme visant à éradiquer les "points noirs" du réseau d'assainissement de la wilaya, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'Hydraulique. Ce projet englobe trois opérations principales, à savoir la réalisation et l'équipement des installations de la station, l'électrification, ainsi que la création d'un collecteur principal sur 480 mètres linéaires (ML), pour un montant global de plus de 129 millions DA, a précisé le directeur du secteur, Toufik Laglag.

Cette nouvelle station permet de mettre fin définitivement aux problèmes de fuites d'eaux usées et d'améliorer le système d'assainissement au chef-lieu de wilaya, a-t-il souligné. Par ailleurs, des travaux de réalisation d'une station similaire sont en cours au niveau du quartier des 202 logements dans la commune de Blidet-Amor, selon le même responsable, ajoutant que ce nouvel équipement devrait, une fois opérationnel en avril prochain, permettre d'éliminer complètement les points noirs recensés sur le réseau d'assainissement de la wilaya. S'agissant de l'alimentation en eau potable, une série d'opérations seront prochaine-

ment lancées par le secteur de l'Hydraulique à travers la wilaya. Il s'agit notamment de la réalisation et de l'équipement de trois (3) forages supplémentaires dans les communes de Tougourt et Temacine, de la réhabilitation du complexe hydraulique de la commune de Megarine, du renouvellement du canal d'adduction d'eau potable dans la localité de Gueddachi (commune d'El-Hadjira), ainsi que de la réhabilitation des canalisations reliant le forage albien dans la localité d'El-Mir au complexe hydraulique d'El-Hadjira, sur 3.200 ML.

APS

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

GUERRE PROLONGÉE AU MOYEN-ORIENT

Vers un baril à 150 dollars ?

La guerre au Moyen-Orient pourrait transformer durablement le marché mondial de l'énergie. Entre la hausse record des prix, la vulnérabilité des infrastructures et la forte dépendance des pays importateurs, l'hypothèse d'un pétrole à 150 dollars le baril n'apparaît plus comme de la science-fiction. Dans ce contexte, les choix stratégiques des pays producteurs ainsi que la diversification des sources d'énergie deviennent des impératifs pour préserver l'équilibre de l'économie mondiale.

Par Selma R.

La flambée des prix du pétrole, déjà spectaculaire depuis le début du conflit, pourrait atteindre des niveaux historiques si les hostilités se prolongent. Selon le professeur Hamada, doyen de la Faculté des Hydrocarbures à l'Université de Boumerdès, « si la guerre perdure, le prix du baril pourrait atteindre 150 dollars, voire davantage, bouleversant l'économie mondiale et les chaînes d'approvisionnement ». Durant la semaine du 2 au 6 mars, le prix du Brent a enregistré une hausse de plus de 30 %, passant de 64 dollars avant le début des hostilités à 92 dollars le baril. Dans ces conditions, une augmentation dépassant les 100 dollars n'est plus une simple hypothèse. « La caractéristique principale de ce conflit est que les infrastructures énergétiques des pays producteurs sont directement menacées. Une réduction de l'offre entraîne forcément une flambée des prix », a-t-il expliqué sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. La situation est encore aggravée par la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran, une voie maritime stratégique par laquelle transite une part importante du pétrole et du gaz destinés aux pays importateurs. « Cette fermeture pose un véritable problème pour l'approvisionnement mondial. Même les réserves stratégiques, comme celles de la Chine qui possède 8,2 milliards de barils, ne suffisent que pour 90 à 100 jours », a précisé le professeur Hamada. Par ailleurs, plusieurs pays du Golfe, dont l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et l'Irak, ont décidé de privilégier leur consommation intérieure en limitant leurs exportations.

« Si cette tendance se confirme, les pays importateurs se retrouveront dans une situation délicate, car le pétrole et le gaz ne servent pas uniquement à produire de l'énergie mais aussi à fabriquer des carburants, des polymères et de nombreux produits indispensables au quotidien », a averti l'expert. Le professeur Hamada a également souligné que la dépendance mondiale aux hydrocarbures touche l'ensemble des secteurs économiques, de l'agriculture aux centres médicaux, en passant par l'industrie manufacturière. « Le gaz naturel est utilisé pour produire de l'hélium, indispensable dans certaines installations médicales. Une interruption pourrait paralyser des chaînes de valeur critiques et impacter directement la vie des populations », a-t-il indiqué. Les pays les plus vulnérables face à une crise énergétique de cette ampleur seraient notamment l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, la France, le Royaume-Uni ainsi que plusieurs États européens fortement dépendants des importations de pétrole et de gaz. Dans le même temps, les attaques ciblées contre certaines installations pétrolières en Iran et au Koweït viseraient, selon le professeur Hamada, à limiter l'accès énergétique de la Chine, acteur central de l'économie mondiale. « Privé de ses sources d'approvisionnement, un pays comme la Chine pourrait voir ralentir son développement technologique et industriel. C'est une dimension stratégique de cette guerre, où l'économie mondiale est directement en jeu », a-t-il analysé. Dans ce contexte, certains pays pourraient tirer profit de la crise, notamment la Russie, capable d'écouler son pétrole malgré les sanctions, ainsi que les États-

Unis, grands producteurs de pétrole de schiste. La Russie a d'ailleurs repris ses ventes de pétrole à l'Inde, tandis que certains pays européens, comme la Hongrie, ont annoncé la reprise de leurs importations de brut russe. Face à ces tensions, le professeur Hamada a insisté sur l'urgence de diversifier les sources d'approvisionnement et de renforcer les capacités de stockage. « L'Inde dépend à 60 % du détroit d'Ormuz pour son énergie, la Chine à 65 %. Les routes alternatives existent, mais leur capacité reste limitée. Cette crise illustre la fragilité du système énergétique mondial et la nécessité de sécuriser les chaînes d'approvisionnement », a-t-il expliqué. Il a également estimé que cette situation pourrait accélérer les investissements dans les énergies renouvelables et la transition énergétique. « Si le prix du pétrole continue de grimper vers 125 dollars, cela incitera davantage de pays à développer des sources alternatives, même si celles-ci restent aujourd'hui partiellement dépendantes des énergies fossiles ».

Concernant l'évolution du marché dans les prochains mois, plusieurs scénarios sont envisagés. Une désescalade rapide pourrait permettre une stabilisation progressive des prix. En revanche, un blocage prolongé de deux à trois mois accentuerait les tensions entre l'offre et la demande et entraînerait une hausse continue des tarifs. Dans l'hypothèse la plus critique, une escalade touchant directement les infrastructures énergétiques pourrait porter le prix du pétrole à 150 dollars, voire davantage, avec des conséquences particulièrement lourdes pour les économies importatrices. Le professeur Hamada a conclu en soulignant la vulnérabilité structurelle du marché énergétique mondial. « Les pays du Golfe disposent de réserves commerciales suffisantes pour répondre aux besoins de leur population, mais l'offre mondiale reste extrêmement fragile. Si les infrastructures sont détruites, leur reconstruction pourrait prendre trois à quatre ans, ce qui limiterait fortement l'offre sur le marché mondial ».

GUERRE EN IRAN

Le Koweït annonce une baisse «préventive» de sa production de pétrole

La compagnie pétrolière nationale du Koweït a annoncé samedi avoir baissé sa production de pétrole de manière «préventive» en raison des attaques iraniennes et des menaces pesant sur le détroit d'Ormuz, point de passage clé pour les hydrocarbures du Golfe. «À la lumière de l'agression continue de la République islamique d'Iran contre l'État du Koweït, y compris les menaces iraniennes contre la sécurité du passage des navires dans le détroit d'Ormuz, la Koweit Petroleum Company (KPC) a mis en place une réduction préventive de la production de pétrole brut et du débit de raffinage», a précisé la société dans un communiqué, en soulignant que cette mesure sera «réévaluée en fonction de l'évolution de la situation».

Agence

SUITE À L'INTERRUPTION DES LIVRAISONS QATARIES

L'Italie veut plus du gaz algérien

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient commencent déjà à redessiner les équilibres énergétiques en Europe. Confrontée à l'interruption de plusieurs livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Qatar, l'Italie se tourne désormais vers l'Afrique pour sécuriser son approvisionnement, avec une attention particulière portée à l'Algérie, partenaire énergétique historique de la péninsule. Selon les autorités italiennes, cinq cargaisons de gaz naturel liquéfié qui devaient être livrées au début du mois d'avril n'ont pas pu être honorées par le Qatar, en raison des perturbations provoquées par le conflit lié aux tensions avec l'Iran dans la région du détroit d'Ormuz. Face à cette situation, les planificateurs énergétiques européens s'efforcent de trouver des solutions alternatives afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement. Selon le site « Business Insider Africa », dans ce contexte, l'Algérie apparaît comme l'un des partenaires les plus fiables

pour l'Italie. Grâce au gazoduc Trans-Med, qui relie directement les deux pays via la Tunisie, Alger dispose d'un avantage stratégique pour répondre rapidement à une hausse de la demande européenne. Cette infrastructure, déjà essentielle dans les échanges énergétiques entre les deux rives de la Méditerranée, pourrait voir son rôle se renforcer davantage si les perturbations au Moyen-Orient venaient à se prolonger. Pour Rome, l'Algérie représente un pilier central de la stratégie de diversification énergétique engagée ces dernières années afin de réduire la dépendance du pays à certaines sources d'approvisionnement. Les exportations algériennes de gaz vers l'Europe ont déjà connu une augmentation notable depuis la crise énergétique mondiale déclenchée par la guerre en Ukraine, et la situation actuelle pourrait accentuer cette dynamique. Par ailleurs, la hausse des prix du pétrole et du gaz sur les marchés internationaux renforce l'intérêt stratégique des

producteurs africains. Dans un contexte marqué par l'incertitude sur les routes énergétiques traditionnelles, plusieurs pays du continent pourraient bénéficier d'une demande accrue. Pour l'Algérie, qui dispose d'importantes réserves d'hydrocarbures et d'infrastructures d'exportation vers l'Europe, cette conjoncture représente une opportunité de consolider sa position de fournisseur clé du marché européen. Les responsables italiens étudient toutefois plusieurs pistes pour compenser les volumes manquants. Parmi celles-ci figurent d'éventuelles importations de gaz naturel liquéfié en provenance des États-Unis, si celles-ci sont disponibles, ainsi que de nouvelles cargaisons en provenance d'Afrique. Des pays comme le Mozambique pourraient également contribuer à l'approvisionnement européen grâce à leurs projets gaziers en développement. Au-delà de l'Afrique du Nord, plusieurs grands producteurs du continent pourraient tirer profit de la hausse de

la demande mondiale. Des pays comme le Nigeria, l'Angola ou encore le Ghana pourraient voir leurs revenus augmenter si les prix de l'énergie restent élevés, dans un contexte où les marchés intègrent de plus en plus les risques liés à l'approvisionnement. Cette recomposition énergétique pourrait également renforcer les investissements dans le secteur pétrolier et gazier africain, alors que les capitaux internationaux continuent d'affluer vers des projets d'exploration et de production sur le continent. Enfin, l'Italie examine également la possibilité d'augmenter les flux de gaz transitant par d'autres infrastructures régionales. Dans cette perspective, la Libye pourrait jouer un rôle complémentaire grâce à ses capacités d'exportation par gazoduc vers l'Europe, même si les conditions techniques et sécuritaires demeurent un facteur déterminant pour la concrétisation de cette option.

S. R.

SONATRACH

Un accident survenu sur le champ de Hassi Messaoud

Le Groupe Sonatrach a annoncé, samedi dans un communiqué, qu'un accident tragique est survenu, ce matin à 8h30, au niveau du champ de Hassi Messaoud. Sonatrach déplore, selon le communiqué, le décès de deux opérateurs et de quatre blessés évacués vers les hôpitaux de la région. Selon la même source, l'accident a eu lieu au niveau d'un appareil de snubbing, appartenant à la filiale "ENSP" (Entreprise nationale de services aux puits) au niveau du champ de Hassi Messaoud. "L'accident est survenu lors d'une opération de maintenance où un feu s'est déclenché au niveau de l'appareil", précise Sonatrach. L'équipe d'intervention de Sonatrach a procédé à la fermeture du puits et l'extinction du feu, affirme l'entreprise nationale des hydrocarbures, ajoutant qu'actuellement "la situation est complètement maîtrisée". APS

CIRCONCISION DES ENFANTS DURANT LE RAMADHAN

Le ministère de la Santé rappelle les conditions requises

Le ministère de la Santé a rappelé, dimanche dans un communiqué, les conditions requises pour garantir la sécurité des enfants devant être circoncis durant le Ramadhan. "De nombreuses familles algériennes préfèrent faire la circoncision de leurs enfants durant le mois sacré de Ramadhan, où de nombreuses opérations de ce type sont fréquentes au niveau des hôpitaux et des cliniques privées", précise la même source, rappelant, à cet effet, que "la réglementation en vigueur exige que l'opération de circoncision doit être effectuée en milieu hospitalier, où sont réunies diverses conditions médicales, par un spécialiste en chirurgie". Pour assurer au chirurgien l'absence de toutes contre-indications médicales préalables, un bilan de santé "doit être effectué avant la circoncision", recommande le ministère de la Santé, notant également qu'il est "strictement interdit d'effectuer ce type d'opérations en dehors des services chirurgicaux des établissements hospitaliers publics et des cliniques privées, et ce sur tout le territoire national". En outre, le ministère recommande d'étaler le programme des circoncisions durant le Ramadhan en "ne le limitant pas à la nuit du 27 du même mois". R E.

CONSEIL INTERMINISTÉRIEL

La stratégie nationale de gestion des risques majeurs dévoilée

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, avant-hier, une réunion du Conseil interministériel consacrée à la présentation de la stratégie nationale de gestion des risques majeurs pour la période allant jusqu'à 2035, laquelle a été élaborée par des experts nationaux, conformément aux orientations de Monsieur le président de la République, indique un communiqué des services du Premier ministre. Cette stratégie, dont la mise en œuvre repose sur «des plans d'action annuels assortis d'objectifs clairs et d'une répartition

précise des responsabilités entre les différents secteurs, s'inscrit dans le +Cadre d'action de Sendai+, adopté par les Nations unies comme référence internationale pour la réduction des pertes liées aux catastrophes et de leurs effets négatifs», selon la même source. Elle constitue également «un jalon important dans le processus de renforcement du système national de prévention des risques de catastrophes et de prise en charge de leurs conséquences, et un addi-

tif pratique à la nouvelle loi sur la prévention, l'intervention et la réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable, promulguée en 2024». Ce nouveau système tend à «renforcer les capacités nationales pour faire face aux différents risques de catastrophes, tout en améliorant la rapidité et l'efficacité de la prise en charge de leurs conséquences», conclut le communiqué. APS

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre Zerrouki inspecte à Valence le siège d'Algérie Télécom Europe

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a effectué une visite au siège de l'entreprise Algérie Télécom Europe (ATE), sis dans la ville espagnole de Valence, indique, samedi, un communiqué du ministère. Lors de cette halte intervenant au terme de sa visite en Espagne, le ministre s'est enquis de l'efficacité du système de câble sous-marin de fibre optique connectant le réseau national de télécommunications, depuis les deux villes d'Oran et d'Alger, au réseau européen au niveau de la ville de Valence, précise la même source. A cette occasion, M. Zerrouki a donné des orientations techniques visant à renforcer la performance de cette infrastructure straté-

gique et à en améliorer l'exploitation, en phase avec l'expansion effrénée des télécommunications. Le ministre a souligné, à ce propos, que l'entreprise ATE "aura, lors de la prochaine étape, des rôles plus actifs sur le marché européen, dans le cadre d'une stratégie qui vise à renforcer la présence de l'Algérie dans le réseau international de connexion et de communication et à développer ses services dans le domaine des télécommunications", ajoute la même source. M. Zerrouki était accompagné, lors de cette visite, de l'ambassadeur d'Algérie auprès du Royaume d'Espagne, M. Abdelfettah Daghmoum, selon le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 مارس 2026 الموافق لـ 18 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Mars 2026 (18 ramadan 1447)

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	93	104	82	الطماطم	
	Oignon sec	82	89	74	البصل الجاف	
	Ail sec	971	1060	881	الثوم الجاف	
	Carotte	98	109	87	الجزر	
	Navet	111	122	100	اللفت	
	Choux fleur	127	141	113	قرنبيط	
	Choux	97	108	86	الكرنب	
	Courgette	111	124	98	الكوسة	
	Haricot vert	519	554	485	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	221	241	201	الخس	فواكه طازجة
	Mandarine	222	257	187	المندرين	
	Orange	181	221	140	البرتقال	
	Citron	153	175	132	الليمون	
	Pomme locale	412	495	328	التفاح المحلي	
	Datte	510	644	377	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	496	512	456	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1956	2098	1814	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	404	417	391	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le message du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie œuvre à consacrer le droit de la femme à une intégration pleine et entière dans la dynamique des transformations engagées vers l'édification de l'État moderne, tout en renforçant son rôle dans le projet national.

Synthèse Z R.

Dans un message adressé aux femmes algériennes à l'occasion de la Journée internationale des femmes, célébrée le 8 mars, le chef de l'État a salué la place et la contribution des femmes dans la société. Il a souligné que l'Algérie s'emploie à garantir leur participation active dans les mutations en cours dans le pays. « C'est fière de vous que l'Algérie s'emploie actuellement à consacrer le droit de la femme à une intégration pleine et entière dans la dynamique des transformations en cours vers l'édification de l'État moderne », a déclaré le Président Tebboune dans son message. Évoquant la portée symbolique de cette journée, le président de la République a rappelé que les femmes algériennes sont les héritières d'un parcours historique marqué par l'engagement et le sacrifice. « Alors que vous célébrez, en ce huit mars, la Journée internationale des femmes dans une Algérie nouvelle et victorieuse, et que vous partagez avec les femmes du monde la commémoration des luttes pour l'émancipation de la femme, vous êtes, dans ce pays béni, les dignes héritières de résistantes, de martyres et de moudjahidate au parcours retentissant symbolisant l'esprit de sacrifice pour la patrie », a-t-il ajouté. Le Président Tebboune a également rappelé que l'Algérie s'attache à consolider une citoyenneté pleine et entière à travers l'intégration des femmes dans l'ensemble

des programmes et politiques publiques. Il a indiqué que les autorités ont ouvert de nouvelles perspectives afin de renforcer la présence féminine dans les sphères de décision et les responsabilités publiques. « Nous avons ouvert grand les portes afin de renforcer le rôle de la femme dans le projet national, notamment à travers son accession aux plus hautes responsabilités et fonctions et aux grades les plus élevés », a-t-il affirmé. Le Président Tebboune a souligné, à ce titre, que la femme algérienne enregistre aujourd'hui la plus forte présence au sein du gouvernement depuis l'indépendance. Cette présence se manifeste également dans les assemblées élues, les institutions constitutionnelles, les corps constitués et dans divers secteurs de l'activité économique. « Aujourd'hui, la femme algérienne enregistre la plus forte présence au sein du Gouvernement depuis l'indépendance, ainsi que dans les assemblées élues,

les institutions constitutionnelles, les corps constitués et dans tous les domaines de l'activité économique», a-t-il poursuivi, réaffirmant veiller scrupuleusement au suivi de ses orientations au Gouvernement afin de «renforcer l'autonomisation des femmes» et de «concrétiser le principe de parité consacré par la Constitution». Le président de la République a conclu son message en exprimant sa fierté et sa satisfaction pour «ce que les filles de cette chère patrie réalisent en termes de créativité, d'innovation et d'excellence dans les domaines intellectuel, culturel, artistique et sportif », faisant part également que «la fierté du peuple algérien à l'égard du rôle de la femme dans notre pays dans la préservation de notre héritage culturel et des traditions authentiques et séculaires de notre société, que veillent à transmettre les éducatrices et les formatrices aux générations montantes, à l'école et au sein de la famille algérienne».

Le président de l'APN félicite la femme algérienne

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a félicité, dimanche, la femme algérienne à l'occasion de la Journée internationale des femmes, célébrée le 8 mars de chaque année, soulignant qu'elle a prouvé, à travers l'histoire, son rôle pionnier dans le processus de libération et d'édification. "J'exprime mes sincères félicitations et ma haute considération à la femme algérienne, qui a prouvé, à travers l'histoire, son rôle pionnier dans le processus de libération et d'édification", a écrit M. Boughali sur son compte officiel sur les réseaux sociaux. "Mes salutations à chaque Algérienne qui continue, avec détermination et dévouement, à apporter sa contribution au service de la patrie et à porter son étendard haut dans divers domaines, en leur souhaitant succès et rayonnement", a-t-il ajouté.

ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Yamna, un engagement pour la promotion de l'agro-écologie

Elle fait partie de cette nouvelle génération d'entrepreneuses diplômées d'université qui croient que la réussite est d'abord le fruit d'un travail inclusif qui devrait bénéficier à la société. Yamna Irnatene, spécialisée dans le séchage des fruits et légumes, considère son activité comme l'un des leviers de développement durable en milieu rural, et ce dans une démarche agro-écologique. Il y a quelques années, alors cadre dans une entreprise, cette chimiste de formation décide de tout laisser pour se lancer dans "une aventure entrepreneuriale" et créer sa propre activité dans la conservation artisanale des produits agricoles locaux, à Tizi-Ouzou, un projet qui lui tenait à cœur. "J'ai un diplôme universitaire en chimie, mais j'ai toujours eu un penchant pour l'agroalimentaire et le respect strict des bonnes pratiques d'hygiène industrielle", a-t-elle confié. Pendant cinq ans, elle était responsable en "management-qualité" dans une société opérant dans l'agroalimentaire. Pour Yamna, l'idée de se reconverter et investir dans le séchage des fruits et légumes s'était imposée d'elle même,

afin qu'elle puisse contribuer à lutter contre le gaspillage et optimiser les ressources. Après un stage dans les techniques de séchage, elle se lance dans la production, mais son projet prend véritablement forme en 2024 lorsqu'elle participe au concours national "Innovation Challenge ", lancé dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Lauréate, elle bénéficie d'une formation ainsi que d'un financement qui lui permet d'acquérir sa première machine de séchage, mais surtout d'un microcrédit obtenu de l'Agence nationale pour la gestion du microcrédit (Angem) Aujourd'hui, elle s'approvisionne principalement auprès des agriculteurs et agricultrices de son village. Tomates, betteraves, ail, oignon, citron, piment, poivron, et autres fruits et plantes aromatiques. Les produits sont triés, lavés, découpés puis séchés dans des conditions et procédés strictement maîtrisés. Attachée à sa démarche écologique car, pour elle, rien ne se perd, les épluchures sont récupérées par les agriculteurs pour être transformées en compost ou utilisées

comme aliment de bétail. "Ici, c'est zéro déchet. Tout est recyclable. Cela prouve que même à échelle réduite, on peut contribuer à protéger l'environnement", a-t-elle indiqué. Aujourd'hui, ses produits séduisent notamment une clientèle en quête de produits bio, puisqu'elle en propose une gamme variée : mélanges d'épices, ail et oignon en poudre, piment sec, poivron piquant, poudre de citron, citron mélangé à la menthe, poudre de tomate faits à la manière artisanale. Au-delà du caractère commercial et sa portée environnementale, le projet se veut aussi une entreprise éminemment sociale, tient à souligner Yamna qui affirme que la micro-activité est devenue une source importante de revenu pour les femmes de son village. Sa sélection parmi les bénéficiaires du programme "1000 femmes, 1000 projets", lancé par l'Angem en janvier dernier, lui permettra dans un proche avenir, a-t-elle assuré, de développer encore davantage son activité, dans le cadre d'une extension.

APS

PROTECTION CIVILE

Des femmes pilotes pour des missions de secours et de sauvetage

La présence de la femme algérienne ne se limite plus aux cadres traditionnels et s'étend désormais à des responsabilités opérationnelles délicates exigeant la capacité de faire face à des conditions difficiles, notamment dans le domaine de l'aviation au sein de la Protection civile, où plusieurs femmes ont démontré leur compétence dans les missions de secours et de sauvetage. Dans ce contexte, les commandants Malika Douar et Fatima Benchouaib ont réussi à intégrer le domaine de l'aviation au sein du Groupement aérien de la Protection civile (GAPC), prouvant ainsi leur aptitude à accomplir les missions de secours et de sauvetage par voie aérienne. Passionnée par ce domaine, Malika Douar a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le rêve de voler l'a accompagnée tout au long de ses années d'études. Toutefois, l'opportunité ne s'était pas présentée à l'époque, avant qu'elle ne trouve dans les rangs de la Protection civile le cadre approprié pour concrétiser cette ambition, notamment grâce au soutien de sa famille. Après avoir intégré les rangs de la Protection civile en 2007 et après plusieurs années d'expérience, Malika Douar a saisi l'opportunité qu'elle attendait depuis longtemps lorsque cette institution a ouvert une formation spécifique destinée aux pilotes au sein de ce corps. Pour elle, c'est une nouvelle expérience qui vient de voir le jour, notamment avec le suivi de plusieurs formations à l'étranger. Evoquant les opérations qui l'ont le plus marquée, la pilote d'hélicoptère a rappelé sa participation à l'extinction des feux de forêt de l'été 2021, la qualifiant de l'une des missions les plus difficiles qu'elle ait accomplies, en raison de l'ampleur des incendies qui a considérablement compliqué les opérations d'extinction par voie aérienne. Elle a souligné que dans de telles conditions difficiles, la concentration et la capacité à prendre des décisions déterminantes sont essentielles, tout comme le travail collectif entre les différentes équipes intervenantes, afin d'assurer la protection des vies humaines. S'agissant de la dimension humaine qui caractérise ce type de missions, le commandant Fatima Benchouaib, ayant intégré la Protection civile en 2006, estime que servir au sein de ce corps représente avant tout une mission humanitaire visant à porter assistance aux autres en toutes circonstances, ce qui correspond parfaitement, selon elle, à la nature de la femme. Selon elle, l'aviation dans le cadre des missions de la Protection civile diffère de l'aviation ordinaire, en raison de la spécificité des interventions menées dans des conditions particulières, que ce soit en raison des facteurs météorologiques ou de la pression liée à l'urgence des missions. Le GAPC assume un ensemble de missions liées à la prestation de soins médicaux d'urgence dans le cadre des évacuations sanitaires aériennes, aux opérations de secours dans les zones escarpées ou difficiles d'accès, ainsi qu'au transport des équipes de sauvetage et du matériel vers ces lieux, en plus de sa participation à la surveillance des forêts et à la lutte contre les incendies, a-t-elle fait savoir. Concernant l'ambiance de travail au sein des équipes d'intervention, elle a relevé que l'exécution des missions confiées aux éléments de la Protection civile repose principalement sur l'esprit de coopération entre tous les membres, sans distinction de genre, l'objectif commun restant la réussite de la mission et la protection des vies humaines. Elle a également mis en avant la capacité de la femme algérienne à relever les défis, tout en soulignant que la volonté, la persévérance et le travail sérieux restent les facteurs essentiels pour atteindre les objectifs escomptés.

APS

ILLIZI

Mesures proactives contre une éventuelle invasion acridienne

Des mesures proactives contre une éventuelle menace acridienne provenant de pays voisins à l'Ouest du pays sont prises dans la wilaya d'Illizi où les autorités locales ont mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires à cet effet, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA). Un plan de veille et de suivi sur le terrain a été mis en place pour surveiller les mouvements transfrontaliers de cet insecte ravageur, avec la mobilisation d'équipes spécialisées, dotées de la logistique nécessaire et d'équipements de surveillance et de lutte, afin de faire face à toute situation d'urgence pouvant constituer une menace pour l'agriculture, a affirmé à l'APS le directeur des services agricoles, Ahmed Brahimi. Ces mesures préventives ont pour but de protéger les cultures agricoles et le couvert végétal de la wilaya, à travers une coordination permanente entre les services concernés pour assurer une disponibilité continue et une intervention rapide le cas échéant, a-t-il ajouté. Selon M.Brahimi, les services de la DSA multiplient les campagnes de sensibilisation des agriculteurs, à la faveur de sessions de formation visant à consolider les mécanismes de détection précoce et de signalement immédiat de tout foyer acridien, permettant ainsi de le contenir à ses débuts et limiter sa propagation. Ces mesures proactives s'inscrivent dans le cadre des efforts nationaux visant à préserver la production agricole, notamment en zones frontalières qui connaissent des mouvements acridiens cycliques, a-t-on expliqué.

BEJAIA

8 milliards DA pour le renforcement et la modernisation du réseau routier

Le secteur des travaux publics de la wilaya de Bejaia a retenu d'une enveloppe de 8 milliards de DA au titre du programme de l'année 2026, destiné à la modernisation et au renforcement des infrastructures routières, ainsi qu'au financement d'études dans le domaine maritime, à-on avis, samedi, auprès de la direction locale des travaux publics (DTP).

Cette enveloppe de 8 milliards DA est destinée au financement de 13 opérations portant sur des travaux de modernisation et de renforcement du réseau routier à travers la wilaya, ainsi que sur la réalisation d'études dans le domaine maritime, a indiqué à l'APS, le directeur des travaux publics, Tahar Ouddane. Ces travaux concernent la modernisation, le renforcement et l'entretien du réseau routier et des ouvrages d'art à travers la wilaya, a ajouté M. Ouddane, précisant que le programme prévoit également la construction de quatre (4) nouveaux ouvrages d'art. D'autres opérations sont prévues dans le cadre de ce programme, comme le renforce-

ment de la piste de l'aéroport "Abbane Ramdane", des travaux de protection du flanc de la montagne à Kherrata et l'achèvement de la mise à niveau du tunnel dans cette même ville, at-il souligné. Le même responsable a fait savoir également que le secteur des travaux publics avait également retenu du lancement d'études de recherche et de prospection en vue de la réalisation d'un port de pêche à l'est de la wilaya, ainsi que d'études relatives à la protection du rivage et au dragage des ports de pêche de Bejaia et de Tala Ilef. Un montant de plus de 1 milliards DA a été consacré, dans le cadre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales,

à la réhabilitation de dizaines de kilomètres de chemins communaux (CC) et les chemins de wilaya (CW), at-il ajouté. Plusieurs opérations sont en cours, notamment le renforcement de la route nationale RN 9 sur 16 km dans les communes de Boukhelifa et Tichy, ainsi que le renforcement de la RN 12 et la modernisation de la RN 24, qui sont sur le point d'être achevées, a précisé M. Ouddane. Par ailleurs, il a indiqué que le tronçon de cinq (5) kilomètres de la pénétrante de Bejaia-autoroute est-ouest, qui permettra la jonction avec la RN 12 au niveau de la commune d'Oued Ghir, sera livré dans les prochains jours.

BATNA

Près de 7 milliards DA pour la réalisation de nouvelles structures pour le secteur de l'éducation

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Batna a déterminé au titre de l'exercice 2026 d'une enveloppe financière de 6,86 milliards DA, dégagée des divers programmes de développement, pour la réalisation de nouvelles structures, à-on indiqué samedi dans un communiqué des services de la wilaya.

Cette enveloppe est constituée de 5,61 milliards DA du programme sectoriel centralisé, 1 milliard DA du budget de wilaya et de 250 millions DA du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, selon la même source. Cette enveloppe de réalisation financière est destinée à la de 42 établissements scolaires des trois pa-

liers, 237 classes d'extension, 65 cantines scolaires et 12 stades et salles de sports dans les établissements de plusieurs communes, selon le communiqué. Ce programme s'inscrit, selon le communiqué, dans le cadre des efforts d'amélioration des conditions de scolarité et d'atténuation du phénomène de la surcharge des

classes, notamment dans les régions éloignées. Le communiqué a affirmé que nombre de projets retenus pour le secteur en 2026 ont été lancés et les procédures sont en cours pour engager tous les autres projets dans les plus proches délais.

APS

AÏN -DEFLA

Près de 130 millions DA pour l'ouverture et le réaménagement de pistes forestières

La Conservation des forêts d'Aïn Defla a affecté près de 130 millions de DA pour l'ouverture et le réaménagement de près de 78 km de pistes forestières dans différentes régions de la wilaya, à-on avisé samedi auprès de cette instance. Dans le cadre des mesures visant la lutte contre les incendies de forêt, une enveloppe de 129,5 millions DA a été mobilisée pour l'ouverture et la réhabilitation de près de 78 km de pistes forestières, dont les travaux seront lancés prochainement, a indiqué à l'APS, le responsable par inté-

rim du service de protection de la flore et de la faune, Abderrahmane Hamrani. Il a fait partie, à ce titre, de l'affectation de 40 millions de DA pour l'ouverture de 19,5 km de pistes forestières à travers les forêts de Hammam Righa, Bourached, Aïn-Defla, Ben Allal, Belâas et El Main. Ce programme de développement prévoit également la réhabilitation de 59 km de pistes forestières, pour un montant évalué à 89,5 millions de DA, dans les forêts de Aïn Lechiakh, Berbouche, Aïn Soltane, El Main, El Amra, Bordj Emir Khaled, Hammam Righa, Aïn

Torki et Miliانا, a précisé M. Hamrani. Ces opérations de développement s'ajoutent à d'autres réalisées en 2025 qui ont permis de renforcer le réseau des pistes forestières de la wilaya par 39,5 km, pour une enveloppe de 85 millions de DA, ainsi que la réhabilitation de 33,5 km de pistes supplémentaires, afin de faciliter l'intervention des agents de la Protection civile en cas d'incendie, et les déplacements des citoyens résidant à proximité des zones forestières.

Agence

SAÏDA

Réception d'un nouveau centre de formation professionnelle en mai prochain

Un centre de formation professionnelle devra être reçu à Saïda, au cours du mois de mai prochain, a-t-on informé auprès du directeur de wilaya du secteur, Chachoua Laghrichi. Le même responsable a indiqué que cette nouvelle structure de formation, d'une capacité d'accueil de 300 places péda-

gogiques, est en cours de réalisation au quartier "Dahr Cheikh", où le taux d'avancement des travaux a atteint 70 %. Cet établissement comprend un bloc pédagogique, un bloc administratif, un amphithéâtre, ainsi que sept salles dédiées aux travaux pratiques, en plus d'un internat et d'un logement de fonction. Le pro-

jet, supervisé par la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a retenu d'une enveloppe financière de plus de 407 millions de dinars, ajoute la même source. Cette nouvelle structure permettra d'ouvrir de nouvelles spécialités adaptées aux besoins du marché du travail dans la wilaya, tout en contribuant à

alléger la charge sur les autres centres de formation, at-on indiqué. Pour rappel, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Saïda compte 14 établissements de formation, dont deux instituts nationaux spécialisés, 11 centres CFPA et une annexe.

R.R

SOUK AHRAS

Réouverture de la station d'épuration des eaux usées de la commune de Henancha "en mai prochain"

La station d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune de Henancha (15 km au nord de Souk Ahras), en cours de réhabilitation et d'extension, sera remise en service "en mai prochain", à-t-on informé, samedi, auprès de la direction des ressources en eau. Le chef du service de l'assainissement de la même

direction, Mohamed Gabsi, a précisé à l'APS que ce projet, fruit d'un investissement public de 410 millions de dinars, consenti dans le cadre des PSD (programmes sectoriels décentralisés), "vise principalement à protéger les eaux du barrage d'Ain Dalia contre la pollution et à prévenir les maladies hydriques". Ajou-

tant que le taux d'avancement des travaux avait dépassé les 70 %, M. Gabsi a indiqué que cette station sera "dotée d'équipements mécaniques et électromécaniques en prévision de la phase d'essais préliminaires prévue en avril prochain". Les eaux traitées par cette STEP à raison de 1.000 m3/jour bénéficieront à l'activité agricole

dans toute la région, en irriguant quelque 100 hectares de terres agricoles, a encore ajouté le même responsable, précisant que la gestion de cette STEP, qui s'ajoute aux équipements similaires opérationnels dans les communes de Sedrata et de Souk Ahras, sera du ressort de l'Office national de l'Assainissement (ONA).

L'Amérique latine abandonne-t-elle Cuba, étranglée par l'embargo ?

Déjà lourdement affectée par l'embargo américain, Cuba est à présent privée de pétrole. Face à l'effondrement des services publics et la paralysie de la production, la présidente Claudia Sheinbaum a décrété l'envoi de 800 tonnes d'aide humanitaire. Tout en admettant qu'elle cédait aux pressions américaines sur l'envoi de pétrole, et renonçait à livrer des barils à l'île. Dans le même temps, le président Lula dénonçait le « massacre » causé par l'embargo, dans une réunion du Parti des Travailleurs. Sans prendre de mesures pour alimenter l'île en or noir. Derrière les formules diplomatiques, le sous-continent a-t-il finalement cédé aux menaces de rétorsion tarifaires des États-Unis ?



Par Jake Johnson (*)

Ces dernières semaines, le gouvernement américain a durci ses mesures contre Cuba. La première administration Trump avait déjà resserré l'embargo : l'activation des lois Helms-Burton, votées en 1996 mais adoucies par Barack Obama, prohibait « l'exercice d'une activité commerciale utilisant ou bénéficiant de toute autre manière de biens confisqués » sous la Révolution cubaine. Il s'agissait d'un facteur de désincitation pour les entreprises, qui risquaient une amende du Trésor américain pour non-respect de la législation des États-Unis.

Sanctions économiques, rétorsions tarifaires

Ce cadre légal permettait encore à l'île d'importer des biens de première nécessité, et notamment du pétrole. Celui-ci était livré par des gouvernements affichant une proximité politique avec La Havane, notamment le Venezuela dirigé par Nicolas Maduro et le Mexique présidé par Claudia Sheinbaum. Les entreprises gouvernementales qui oeuvraient à l'envoi des barils étaient moins exposées aux sanctions (ou déjà sanctionnées à l'instar de la PDVSA, la compagnie nationale de pétrole du Venezuela).

Le durcissement des sanctions contre Cuba que n'aura aucunement été contrebalancé par l'élection subséquente de Joe Biden et le retour au pouvoir des démocrates.

Mais avant même les mesures coercitives supplémentaires décidées par Do-

nald Trump, cette solidarité politique s'était déjà étiolée. De janvier à octobre 2025, les importations pétrolières de Cuba en provenance du Venezuela avaient chuté de 15% – à 27.500 barils par jour – par rapport à la même période pour l'année 2024. Plus spectaculaire encore, les importations en provenance du Mexique avaient diminué de 73%, à seulement 5.000 barils par jour. En cause : la production limitée du Venezuela et du Mexique, couplée aux difficultés financières de Cuba.

Le bombardement de Caracas, l'enlèvement de Nicolas Maduro, l'encercllement du Venezuela par la flotte américaine, ont considérablement limité les marges de manœuvre du gouvernement. En appliquant militairement un embargo financier contre le Venezuela, les États-Unis s'assuraient dans le même temps qu'aucune cargaison de pétrole ne pourrait être livrée à Cuba. Avec quelque succès : depuis décembre 2025, les barils vénézuéliens ont cessé d'être livrés.

Pour le Mexique, c'est un décret exécutif des États-Unis qui a imposé ce changement diplomatique. Signé le 29 janvier 2026, il permet à Donald Trump de relever les barrières tarifaires américaines contre tout État qui « vendrait ou fournirait, directement ou indirectement, du pétrole à Cuba ». Après un bras de fer diplomatique, la présidente du Mexique Claudia Sheinbaum a fini par déclarer que les exportations pétrolières avaient cessé.

Survivre sans le grand-frère vénézuélien

Depuis l'entrée dans le XXI^e siècle, l'énergie vénézuélienne a été au cœur de la survie économique de Cuba. L'« Ac-

cord intégral de coopération Cuba-Venezuela » (2000) a instauré un échange de bons procédés : Caracas fournissait du pétrole à La Havane en échange de services professionnels cubains (médecins, enseignants, techniciens). Depuis 2003, ce sont près de 200.000 travailleurs cubains qui ont œuvré au Venezuela. Ces accords ont permis à l'île de sortir de la période dite « spéciale », consécutive à la chute de l'URSS, au cours de laquelle les importations depuis l'étranger s'étaient fortement tarées. Rapidement, le Venezuela livre à Cuba plus de 100.000 barils par jour, couvrant une partie importante des besoins énergétiques de l'économie cubaine (alors estimés à autour de 150.000 barils quotidiens). A des conditions préférentielles pour l'île, en harmonie avec ses difficultés économiques : dans le cadre des accords, Cuba ne devait régler que 60 % de sa facture pétrolière dans les 90 jours suivant l'achat – parfois sous forme de biens et services échangés –, les 40 % restants pouvant être allongés sur une période de 25 ans.

Cette coopération est centrale dans l'embellie économique – toute relative – dont bénéficie Cuba dans les années 2000. La période y est propice : à la suite de l'élection de Hugo Chavez (1998), une grande partie du continent sud-américain passe à gauche, et le soutien à Cuba est brandi comme un étendard idéologique. L'Organisation des États américains (OEA), forum panaméricain qui a exclu Cuba depuis 1962, est régulièrement boycotté par ses États-membres. A l'inverse, Fidel Castro devient le fer de lance de l'Alliance bolivarienne pour les peuples des Amériques (ALBA) : celle-ci rassemble, à son apogée, Cuba, le Venezuela, la Boli-

vie, l'Equateur, le Honduras et le Nicaragua. Si elle peine à poser les fondements d'une véritable intégration régionale – encore plus d'une alternative « socialiste » aux règles foncièrement capitalistes du jeu latino-américain –, du moins intensifie-t-elle la coopération bilatérale.

Englués au Moyen-Orient, les États-Unis se désintéressent de l'Amérique latine sous George W. Bush, puis cèdent à la pression de la gauche sous Barack Obama et envisagent de réintégrer Cuba dans le concert des nations. Cette parenthèse est refermée par l'élection de Donald Trump, qui resserre l'embargo sur l'île. Un durcissement des sanctions contre Cuba que n'a aucunement modifié l'élection subséquente de Joe Biden et le retour au pouvoir des démocrates.

Une Amérique latine atone face au retour de la doctrine Monroe ?

La réactivation de la « Doctrine Monroe » est l'occasion pour l'administration Trump de réclamer une prédominance hémisphérique.

Les menaces de rétorsions tarifaires semblent avoir joué à plein. Des élus de Floride ont explicitement menacé Claudia Sheinbaum de faire obstruction aux demandes mexicaines dans le cadre des négociations du traité de libre échange États-Unis Mexique Canada (USMCA) en cours.

Il aura fallu attendre plus d'un mois avant que le président Lula, face à des militants du PT, élève la voix pour dénoncer le « massacre » des Cubains causé par l'embargo américain. Au même moment, le gouvernement cubain décrétait un rationnement des rares barils qui demeurent sur l'île – qui n'a reçu aucune cargaison depuis début janvier.

Derrière sa rhétorique incendiaire, Lula n'aura annoncé l'envoi d'aucun baril vers Cuba. Comme Claudia Sheinbaum, il semble craindre les rétorsions tarifaires américaines. Depuis sa réélection, le Brésil est même embarqué dans un activisme diplomatique marqué en faveur de traités de libre-échange, notamment avec l'Union européenne (traité UE-Mercosur). À rebours de la position historique du Parti des travailleurs (PT), né dans le rejet de la mondialisation néolibérale.

Dans le même temps, Lula a multiplié les propos condamnant l'hégémonie du dollar et la multiplication des sanctions financières, permise par la domination du billet vert. Son alignement de facto sur l'embargo américain montre combien celle-ci est encore effective.

Source : LVSL.fr ; publié le 11/02/2026

LIBYE

Le fonds souverain libyen (LIA) présente ses résultats financiers pour 2025

Le Libyan Investment Authority (LIA) a présenté, dans un communiqué, les résultats de la performance financière de son portefeuille d'investissement au titre de l'année 2025. Selon la LIA, la valeur marchande des actifs financiers gérés directement s'élèverait à 41,7 Mds USD, décomposée en dépôts à terme (60% du total), portefeuille d'actions (31%) et portefeuille de fonds d'investissement (9%). Ces actifs, dont certains sont soumis aux décisions internationales de gel des avoirs, auraient généré un rendement total de 2 Mds USD pour l'année 2025, soit un taux de rendement de 4,79%. La LIA précise qu'elle détient également des liquidités non investies à hauteur de 9,1 Mds USD, issues de l'échéance de divers instruments et titres financiers, qui ont été liquidés et convertis en espèces bloquées conformément aux décisions de gel. Enfin, les actifs gérés par les filiales de la LIA s'élèveraient à environ 28,2 Mds USD en 2019 selon une étude réalisée par Deloitte, alors qu'elle souhaiterait mener un projet de réévaluation complète des actifs de ses filiales en 2026.

Agence

ÉGYPTE

2500 MW de capacités renouvelables attendus sur le réseau avant l'été

Dans un contexte régional marqué par la volatilité des marchés de l'énergie, le gouvernement égyptien cherche à renforcer la stabilité de son système électrique, largement dominé par le gaz.

Le président Abdel Fattah al-Sissi a présidé une réunion consacrée à la sécurité énergétique, en présence du Premier ministre Moustafa Madbouly, du ministre de l'Électricité Mahmoud Esmat et du ministre du Pétrole Karim Badawi. Les discussions ont porté sur la continuité de l'approvisionnement et la stabilité du réseau national.

Selon le porte-parole de la présidence, l'exécutif a examiné différents scénarios pour garantir la disponibilité du carburant nécessaire à la production d'électricité, dans un contexte de prix volatils liés aux tensions régionales. La coordination entre institutions publiques pour sécuriser l'approvisionnement et réduire les pertes a également été abordée.

La réunion a indiqué que de nouvelles capacités renouvelables, totalisant 2500 MW, devraient être connectées au réseau national avant l'été. Les autorités ont parallèlement étudié les mesures pour assurer l'approvisionnement en gaz des centrales et les financements nécessaires aux projets énergétiques.

Les échanges ont aussi porté sur l'évolution de la production nationale de gaz, de pétrole et de condensats, ainsi que sur les activités d'exploration en cours et les efforts visant à régler les paiements dus aux com-



pagnies étrangères opérant dans le pays. Le gouvernement souhaite moderniser les raffineries existantes afin d'augmenter la production et réduire la facture d'importation de carburants.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production d'électricité en Égypte repose encore largement sur le gaz naturel, qui représentait en 2023 près de 76 % du mix, contre 11 % pour le pétrole et 5,5 % pour l'éolien et le solaire. Le pays reste dépendant de certaines importations d'éner-

gie, notamment de produits pétroliers (48 % de la consommation finale en 2023) et de gaz (5,6 % de l'approvisionnement total).

Dans ce contexte, la structure du mix électrique égyptien exige une coordination étroite entre les politiques liées au gaz, aux produits pétroliers et aux renouvelables. Ces dernières devraient toutefois progresser rapidement, comme l'illustrent les 2500 MW supplémentaires attendus avant l'été.

R I / Agence

TUNISIE

Le ministère des Finances lance un portail de facturation électronique

Des représentants du ministère des Finances ont annoncé le lancement, le 30 mars 2026, d'un portail dédié afin de faciliter l'adhésion des prestataires de services au système de facturation électronique. Ils ont souligné que le coût de la facturation électronique reste inférieur à celui de la facturation papier, en plus de ses avantages en matière de conservation des documents et de simplification des procédures. Lors d'une séance d'audition or-

ganisée par la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée des Représentants du Peuple, jeudi dernier, consacrée à l'audition des cadres du ministère des Finances concernant le système de facturation électronique et les perspectives de son application pour les professions libérales, il a été précisé que le système de facturation a été adapté aux spécificités des professions libérales à travers l'émission d'une note relative aux honoraires.

Les responsables ont ajouté que les contribuables utilisant la facturation papier verront des mesures techniques et matérielles mises en place pour faciliter leur transition vers le système de facturation électronique. Concernant l'impact financier du système de facturation, les représentants du ministère ont expliqué que l'énorme quantité d'informations et de données fournies par le système permettra aux services fiscaux de les exploiter pour réaliser les

contrôles nécessaires, garantissant ainsi l'équité fiscale et renforçant les recettes fiscales de l'État.

Il a également été souligné que la numérisation est un choix stratégique essentiel pour lutter contre l'évasion fiscale. Ils ont ajouté que l'adhésion au système est une obligation pour les assujettis à la fiscalité, tout en précisant que le ministère des Finances a mené des campagnes de sensibilisation pour encourager l'adhésion au sys-

tème. Depuis 2016, le système de facturation électronique a été mis en place sans rendre l'adhésion obligatoire, ce qui a conduit à une nécessité de perfectionner le système afin de réduire l'évasion fiscale et l'économie parallèle, tout en garantissant la transparence des transactions financières et commerciales pour mieux mobiliser les ressources de l'État.

R I.

LIBAN

La stabilité monétaire comme dernière ligne de défense économique

Dans le Liban du 7 mars 2026, la guerre ne se mesure pas seulement à l'ampleur des bombardements, aux immeubles détruits ou aux familles poussées sur les routes. Elle se mesure aussi à une autre question, plus silencieuse mais tout aussi décisive : les paiements tiennent-ils encore, les banques fonctionnent-elles, la monnaie reste-t-elle un cadre de confiance minimale dans un pays déjà broyé par des années de crise financière. Dans une telle séquence, la stabilité monétaire cesse d'être un sujet technique. Elle devient une condition de survie nationale.

Lorsque des dizaines de frappes rasent des dizaines d'immeubles résidentiels

et que des dizaines de milliers de déplacés cherchent un toit, la capacité à retirer de l'argent, à payer un loyer provisoire, à acheter des médicaments ou à faire tourner un commerce devient presque aussi stratégique que la capacité à ouvrir une école-refuge ou à maintenir un hôpital en état d'alerte. C'est dans ce cadre qu'il faut lire la séquence de Baabda entre Joseph Aoun et Karim Souaid.

Le gouverneur de la Banque du Liban n'est pas apparu comme un technicien venu présenter une note de conjoncture. Il est venu rassurer dans un moment où la peur peut déplacer des foules, mais aussi déstabiliser un système bancaire par simple anticipation.

Le message qu'il apporte est simple dans sa forme, mais lourd dans sa portée : des mesures monétaires et financières de précaution ont été prises, des liquidités suffisantes sont disponibles en livres libanaises et en devises, les systèmes de paiement fonctionnent, et le secteur bancaire continue à opérer sur l'ensemble du territoire. Joseph Aoun, lui, rappelle que la priorité est de protéger les intérêts des citoyens et de préserver la stabilité financière. Dans un autre pays, ce type d'échange relèverait du pilotage ordinaire. Au Liban, il touche au cœur de la peur collective. Cette peur n'est pas théorique. Elle s'enracine dans une mémoire récente. Le Liban entre dans

cette guerre avec une société qui a déjà vu ses économies s'évaporer, ses dépôts se figer, ses banques perdre leur statut protecteur et sa monnaie devenir l'un des symboles les plus douloureux du déclassement national. Cela change tout. Une déclaration sur la liquidité ne parle pas ici à un public neutre. Elle parle à des gens qui ont appris à lire chaque geste monétaire comme une menace potentielle, à surveiller les signaux faibles, à craindre les ruptures avant même qu'elles ne se produisent. C'est pourquoi la stabilité dont parle Karim Souaid n'est pas seulement économique. Elle est psychologique, sociale et politique.

R.I.

AFRIQUE DU SUD

Des banques sud-africaines préparent une obligation verte de 122 millions \$

Face à une crise hydrique aggravée par le changement climatique et les contraintes budgétaires de l'État, deux institutions financières sud-africaines mobilisent les marchés de la dette pour financer la restauration écologique des bassins versants stratégiques.

R I/Agence

Rand Merchant Bank et la Development Bank of Southern Africa (DBSA) préparent l'émission d'une obligation verte d'environ 122 millions USD, destinée exclusivement à des projets de conservation de l'eau. Ce titre obligataire d'une maturité de cinq ans vise à financer la restauration écologique des zones de captage considérées comme stratégiques pour l'approvisionnement en eau de l'Afrique du Sud. Les détails opérationnels du montage financier n'ont pas été dévoilés, mais on sait qu'il est conçu comme une obligation « liée aux résultats », c'est-à-dire que le financement sera progressivement fourni aux prestataires en fonction des améliorations environnementales réellement observées dans les bassins versants. Cette approche tranche avec les obligations hydriques traditionnelles, généralement consacrées à des infrastructures lourdes comme les bar-

rages, les canalisations et les stations de traitement. Ici, le financement cible des solutions fondées sur la nature. Les actions envisagées incluent entre autres le retrait des plantes invasives qui dégradent les sols et consomment excessivement les ressources hydriques. Il faut dire que l'initiative survient dans un contexte de tensions sur ces ressources dans une Afrique du Sud qui fait partie des 30 pays les plus arides au monde, ce qui fait de la conservation de l'eau un enjeu central de durabilité, selon le Department of Water and Sanitation (DWS). Le pays subit à la fois les effets du changement climatique et les fragilités structurelles de ses infrastructures hydrauliques. Par ailleurs, les finances publiques sont sous pression, ce qui limite la capacité de l'État à investir seul dans le domaine. Une étude de la DBSA estime que les besoins d'investissement dans l'eau d'ici 2050 atteignent 15,6 milliards USD. Le déficit de financement annuel est évalué

à 5,5 milliards USD, un déséquilibre qui crée de l'espace pour une implication accrue du secteur privé. L'obligation proposée illustre ce basculement progressif vers des solutions financières innovantes pour répondre à un enjeu environnemental critique. Si l'émission est un succès, elle pourrait ouvrir la voie à une nouvelle génération d'obligations axées sur la restauration des écosystèmes plutôt que sur les seules infrastructures physiques. Elle s'inscrirait alors dans une dynamique plus large mobilisant les marchés de la dette pour financer des projets d'infrastructures durables. À moyen terme, ce type d'instrument pourrait être répliqué pour d'autres bassins hydriques confrontés aux mêmes contraintes budgétaires et climatiques. La crédibilité du modèle dépendra toutefois de la capacité à mesurer précisément les gains environnementaux et à démontrer que ces résultats améliorent réellement la disponibilité de l'eau.

AFRIQUE

33 % des terres menacés par la striure brune du manioc

Alors que le manioc reste le deuxième plus important aliment de base en Afrique subsaharienne, après le maïs, le rapport recommande la sélection de variétés résistantes et la mise en place de systèmes de distribution de boutures certifiées exemptes de la maladie virale pour éviter une hausse de l'insécurité alimentaire sur le continent. La striure brune du manioc (Cassava Brown Streak Disease, CBSD), longtemps confinée aux régions côtières de l'Afrique de l'Est pendant plus de 70 ans, pourrait progresser rapidement vers l'Ouest et étendre son aire de répartition climatique potentielle à environ 33,7 % des terres du continent, ont averti des scientifiques dans une étude publiée le 16 janvier 2026 dans l'East African Journal of Science, Technology and Innovation. Intitulée Predicting the current and future suitable habitats of cassava and cassava brown streak disease in Africa, l'étude a été menée par des chercheurs notamment affiliés à l'Université sud-africaine de Stellenbosch. Les auteurs y cartographient les zones actuelles et futures susceptibles d'accueillir à la fois la culture du manioc et la maladie, en s'appuyant sur des modèles de distribution des espèces (MDE). Ces outils statistiques utilisent des données environnementales —

température, précipitations ou encore altitude — pour prédire la distribution géographique d'une espèce dans le temps et dans l'espace. Les résultats montrent que 54,6 % de la superficie totale de l'Afrique, soit environ 16,2 millions km², présentent actuellement des conditions favorables à la culture du manioc. Cette aire couvre principalement les régions tropicales et subtropicales d'Afrique subsaharienne. Dans le même temps, les chercheurs estiment qu'environ 10,2 millions km², soit 33,7 % de la superficie du continent, offrent des conditions propices à la propagation de la striure brune du manioc, considérée comme la maladie virale la plus destructrice affectant cette culture. La CBSD provoque une nécrose des racines, la partie comestible du manioc, rendant les récoltes impropres à la consommation. Les principaux foyers historiques de la maladie se situent actuellement le long des côtes de la Tanzanie et du Mozambique. Selon les projections des chercheurs, les zones les plus vulnérables à l'avenir incluent la côte est et les régions lacustres de la Tanzanie, de l'Ouganda et du sud-est de la RD Congo. Le Malawi, le Rwanda, le Burundi et l'Angola — où des foyers de la maladie ont déjà été signalés — figurent également parmi les

pays à haut risque, tout comme le nord de la Zambie.

Une probable extension à l'Afrique de l'Ouest

La présence de la striure brune du manioc n'a pas été jusqu'ici signalée en Afrique de l'Ouest, mais les modèles de distribution des espèces ont mis en évidence des conditions propices à la propagation de la maladie dans cette sous-région, en particulier en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria, durant les prochaines décennies. La progression prévue de la striure brune du manioc sur le continent s'explique, en premier lieu, par les effets du changement climatique. Les conditions plus chaudes et plus humides ainsi que la modification des régimes pluviométriques liées permettent de plus en plus à la mouche blanche (Bemisia tabaci), vecteur du virus de la striure brune du manioc, de s'étendre au-delà du plafond d'environ 1 000 mètres d'altitude, un seuil autrefois jugé défavorable par les chercheurs à sa survie. Des études scientifiques ont, en effet, conclu que la mouche blanche s'adapte progressivement aux conditions climatiques qui caractérisent les zones de culture du manioc dans la région des Grands Lacs.

Agence

TANZANIE

273 millions \$ pour construire 15 réservoirs de stockage de carburant

Le projet permettra à l'Autorité portuaire de Tanzanie de disposer de ses propres réservoirs et d'approvisionner le pays en carburant sur une longue période. Il augmentera ainsi la capacité totale de réception de pétrole du port de 35,9 %. La présidente de la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan, a procédé le mardi 3 mars 2026 à la pose symbolique de la première pierre pour la construction de 15 réservoirs de réception et de stockage de pétrole au port de Dar es Salaam. Le projet, démarré depuis 2024, est estimé à 701,8 milliards de shillings tanzaniens (273 millions de dollars) avec une capacité totale prévue de 378 000 mètres cubes. Selon le communiqué de la présidence, l'infrastructure est déjà exécutée à 41 %. Il vise à renforcer la sécurité énergétique du pays. « Pour la première fois, l'Autorité portuaire de Tanzanie (TPA) disposera de ses propres réservoirs, ce qui nous garantira un approvisionnement suffisant en carburant sur une période prolongée », a souligné Samia Suluhu sur son compte X.

Réduction des délais de déchargement des pétroliers

D'après la cheffe de l'État, les réservoirs renforceront considérablement la capacité du port à traiter les cargaisons de produits pétroliers. Ils réduiront les retards de déchargement des navires et garantiront un approvisionnement plus fiable en produits pétroliers pour les ménages et les secteurs productifs. Parallèlement, ils permettront de réduire le temps de rotation des pétroliers, passant d'une moyenne de 22 jours à seulement 7 jours par navire. Cette amélioration devrait supprimer les frais de surestaries (frais payés à l'armateur en cas de retard) évalués à 25 000 dollars par retard, des coûts qui se répercutent sur les prix à la pompe. « Le projet s'inscrit dans le Plan directeur du port visant à améliorer la compétitivité, l'efficacité opérationnelle et la contribution du secteur à l'économie nationale, tout en consolidant la position du port de Dar es Salaam comme porte d'entrée énergétique régionale », a précisé Plasduce Mbossa, directeur général de l'Autorité portuaire de Tanzanie. Cette annonce survient dans un contexte de forte escalade militaire entre l'Iran, Israël et les États-Unis. Téhéran a déclaré la fermeture du détroit d'Ormuz, l'un des passages énergétiques les plus stratégiques au monde. Près de 20 % du pétrole consommé à l'échelle mondiale y transite chaque jour, selon l'Energy Information Administration (EIA). Dans le même temps, des groupes alliés à l'Iran, notamment les Houthis au Yémen, ont intensifié leurs menaces contre le trafic en mer Rouge, faisant peser un risque immédiat sur les principales routes commerciales reliant l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

R.I

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Les marchés pris dans l’engrenage

Depuis le week-end dernier, la guerre au Moyen-Orient et l'envolée des cours du pétrole ont fait basculer les marchés en mode "risk-off". Les investisseurs redoutent à la fois une crise durable et un retour de l'inflation par les coûts. A un mois de l'ouverture de la (prochaine) saison des résultats, les révisions à la baisse pourraient s'accélérer si les prix de l'énergie restaient durablement élevés. Dans ce contexte, les banques centrales pourraient aussi être contraintes de suspendre, ou de repousser, leurs prochaines baisses de taux. La volatilité ne semble pas près de retomber. Le rapport mensuel sur l'emploi américain, très décevant, ajoute encore au climat de prudence.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Lottomatica +21,32 % : la société italienne de jeux d'argent surprend avec des prévisions 2026 convaincantes. Le groupe annonce un EBITDA supérieur à celui enregistré l'année passée. Le dividende est en hausse.
Neste +18,32 % : le spécialiste finlandais pétrolier profite d'un effet d'opportunité sur le marché du raffinage européen, dû aux crises au Moyen-Orient et en Russie parallèlement à l'optimisation de la structure interne de l'entreprise.
Teleperformance +10,33 % : avec une valorisation faible de 5x l'EBITDA et un rendement à 9%, il n'est pas surprenant de constater quelques "rachats à bon compte" sur le leader des services externalisés, même si la menace de l'IA reste omniprésente.
Harbour Energy +13,89 % : une production record et une nouvelle politique de redistribution pouvant reverser jusqu'à 75% du flux de trésorerie propulsent le producteur pétrolier britannique, qui relève ses prévisions de production pour 2026 dans un contexte de baril soutenu
Galderma +6,92 % : le succès de Nem Luvio propulse le laboratoire suisse de dermatologie. Le potentiel commercial du traitement Nemluvio a doublé à 4 Mds, tandis que le bénéfice net explose et les perspectives s'affichent solides.
AP Moller Maersk +9,06 % : les perturbations dans le détroit d'Ormuz et l'envolée du baril propulsent le géant danois du transport maritime en hausse, les anticipations de taux de fret en forte hausse compensant largement la suspension de ses liaisons avec le Golfe Persique.
Venture Global +28,79 % : l'envolée des prix du gaz et l'arrêt de la production qatarie propulsent l'exportateur américain de GNL qui dévoile des résultats 2025 exceptionnels et se positionne pour combler 20% de l'offre mondiale manquante.

Flops
Zealand Pharma -35,43 %: la biotech danoise plonge après des données de phase II décevantes sur son traitement anti-obésité, avec une perte de poids de seulement 10,7% en 42 semaines contre 20% pour le concurrent Eli Lilly
Schaeffler -25,1 % : l'équipementier automobile s'effondre après des perspectives 2026 décevantes et des pertes persistantes dans la mobilité électrique. L'enthousiasme autour des robots humanoïdes s'évapore face aux résultats.
Beiersdorf -21,88 % : le fabricant de Nivea plonge après des perspectives 2026 annonçant une croissance quasi nulle et une marge en baisse, la marque phare stagnant à 0,9%. Les perturbations en distribution américaine et travel retail chinois aggravent le tableau.
Nexi -19,93 % : le leader européen des paiements plonge après des perspectives 2026 jugées faibles et un plan stratégique décevant, aggravés par l'abandon des rachats d'actions au profit des seuls dividendes.
Air France -17,97 % : le transporteur aérien subit de plein fouet le conflit américano-iranien avec la suspension de ses liaisons au Moyen-Orient et l'envolée des prix

du pétrole. Une amende pour entente sur le fret vient davantage noircir le tableau
Reckitt -14,31 %: le groupe recule à la suite de perspectives prudentes pour le début d'année 2026. Le géant de l'hygiène subit l'effet d'une saison des virus plus faible que prévu et d'un environnement commercial difficile en Europe, pesant sur ses volumes de ventes à court terme.
MongoDB -17,66 % : le ralentissement marqué de la croissance d'Atlas, plateforme cloud représentant ⅓ du chiffre d'affaires, plombe le spécialiste des bases de données.

Matières premières
Energie : Le blocage des pétroliers dans le détroit d'Ormuz, artère vitale pour le transport mondial d'énergie, a propulsé les cours du brut à la hausse. 90 USD pour le Brent, 87,70 USD pour le WTI, les cours reviennent sur des niveaux datant d'avril 2024. La hausse hebdomadaire avoisine 24%. Face à cette flambée des prix, l'administration Trump tente d'apaiser le marché. Washington a promis d'assurer la sécurité des navires via des escortes navales et envisage de puiser dans ses réserves stratégiques de pétrole. Par ailleurs, les Etats-Unis ont accordé des dérogations permettant l'achat de pétrole russe stocké sur des navires, notamment à destination de l'Inde. Cette mesure vise à libérer des stocks flottants dans la région asiatique pour soulager la pression sur l'offre. A cet égard, le grand gagnant de cette crise demeure la Russie. De plus, l'Arabie Saoudite réorganise l'acheminement d'une partie de sa production vers la mer Rouge pour éviter le blocage du détroit d'Ormuz. Malgré tout, les prix pétroliers continuent à progresser. Les assureurs annulent les couvertures pour les navires traversant la zone de conflit, et il est fort à parier que les escortes militaires prendront du temps à se mettre en place. Tant que les flux ne reprendront pas normalement via le détroit d'Ormuz, la prime de risque géopolitique continuera de soutenir des prix élevés.
Métaux : L'aluminium a dépassé la barre des 3400 USD à Londres, propulsé par des ruptures d'approvisionnement au Moyen-Orient. Sur la semaine, les prix s'orientent vers une hausse supérieure à 5%. Fermeture d'une fonderie au Qatar, arrêt des expéditions depuis Bahreïn : les prix réagissent brutalement à la hausse, d'autant plus que les stocks évoluent à leur plus bas niveau depuis 2023. À l'inverse, le cuivre recule, plombé par une accumulation rapide des stocks qui signale une offre excédentaire à court terme. La tonne de cuivre se négocie autour de 12900 USD (prix cash) sur le LME. Du côté des métaux précieux, l'or navigue en eaux troubles, oscillant autour des 5080 USD l'once. D'un côté, l'escalade militaire au Moyen-Orient soutient la demande en or, considéré comme une valeur refuge face à l'incertitude. Mais d'un autre côté, la robustesse du dollar et la hausse des rendements obligataires pèsent sur le métal précieux, qui ne génère pas de rendement. De plus, la hausse du pétrole alimente les craintes inflationnistes, ce qui pourrait inciter la Réserve fédérale à maintenir des taux élevés plus longtemps.
Produits agricoles : Les marchés agricoles affichent des tendances contrastées cette semaine. Le soja poursuit son ascension,

soutenu par la progression du pétrole (une part croissante des récoltes sert à produire des biocarburants) tandis que le blé reste sous pression à cause d'une offre mondiale abondante. Le boisseau de blé s'échange en petite hausse autour de 590 cents (contrat mai 2026).
Macroéconomie
Macro : N'en jetez plus ! Entre les données macroéconomiques et les développements géopolitiques, les investisseurs ne savent plus où donner de la tête. Si jusqu'ici, l'économie américaine semble toujours être en phase d'expansion, les incertitudes se sont brutalement accumulées. L'intervention militaire israélo-américaine en Iran déstabilise le marché du pétrole. Si la situation devait se prolonger, ses effets pourraient dépasser la seule inflation et peser également sur le calendrier des futures baisses de taux, à supposer qu'elles aient encore lieu, avec à la clé des répercussions sur les performances boursières. Malheureusement, le rapport sur l'emploi publié ce vendredi est pire qu'attendu : l'économie américaine a détruit 92 000 emplois alors que 58 000 créations étaient anticipées, accentuant encore un peu plus la baisse des indices actions.
Crypto : Paradoxalement, dans un contexte pas très réjouissant pour les actifs risqués, le bitcoin (BTC) reprend des couleurs cette semaine. Après six semaines de baisse consécutive, le bitcoin a rebondi de 4% depuis lundi et revient autour de 68 500 USD. La hausse a été particulièrement visible en début de semaine, avec un BTC qui progressait de 12% sur les trois premiers jours avant de reculer jeudi et vendredi. Les ETF Bitcoin spot ont mené la danse : plus de 1,1 Mrd USD d'entrées nettes ont été enregistrés entre lundi et

mercredi. Bien qu'il y ait eu des avancées du côté du cadre législatif américain en faveur de la cryptosphère, notamment avec l'appel de Donald Trump à une adoption rapide du Clarity Act afin de renforcer la domination américaine dans le secteur des cryptomonnaies, la hausse semble surtout liée à un rebond après une longue période agitée pour le marché crypto. En l'espace de six semaines, la valeur du bitcoin avait perdu près de 30 000 USD, passant de 93 000 à 63 000 USD. Cette correction a entraîné des rachats à bon compte, permettant au bitcoin de se stabiliser à peu près. Reste à savoir si ce mouvement se prolongera. Réponse la semaine prochaine.
La décrue des publications de résultats d'entreprises coïncide avec une période où la donnée macroéconomique est scrutée de près, à cause du chaos au Moyen-Orient. Il y aura trois rendez-vous majeurs la semaine prochaine : les chiffres d'inflation de février en Chine (lundi) et aux Etats-Unis (mercredi), ainsi que la seconde estimation du PIB américain du 4e trimestre 2025 (vendredi). Quelques entreprises emblématiques seront aussi de la partie avec leurs résultats, notamment UBS, Inditex, Rheinmetall et Deutsche Bank. Mais nous mettons une pièce sur Oracle et Adobe, dont les performances seront analysées à l'aune des bouleversements de l'IA. La période actuelle est caractérisée par une grande volatilité et par l'importance des décisions géopolitiques sur l'évolution des marchés. Il est impossible de prédire la tournure que vont prendre les événements au Moyen-Orient dans les prochains jours, mais il faut se préparer à des mouvements potentiellement brutaux entre classes d'actifs, dans le sens de la hausse comme de la baisse.

zonebourse.com

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 05 Mars 2026 Valeur : 09 Mars 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.7238	130.7388
1	EUR	EURO		151.5612	151.6047
1	GBP	POUND STERLING		174.2055	174.2952
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0784	83.1143
1	CNY	CHINESE YUAN		18.9512	18.9553
1	CHF	SWISS FRANC		167.3372	167.4207
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.7263	95.7653
1	DKK	DANISH KRONE		20.2839	20.2929
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.1554	14.1606
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.4967	13.5235
1	AED	UAE DIRHAM		35.5876	35.6062
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8170	34.8302
1	KWD	KUWAITI DINAR		426.7835	426.9719
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.4969	44.9441
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0762	14.0778
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.4521	20.5571
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2854	3.2957
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.5886	178.5886

POUR ÉVITER UNE EXPLOSION DES COURS

Les États-Unis envisagent une levée des sanctions sur le pétrole russe

Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a annoncé "étudier" une "levée des restrictions" appliquées sur le pétrole russe pour "créer de l'offre". Les analystes craignent une flambée des cours si les États-Unis ne parviennent pas à sécuriser rapidement le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz.

R I/Agence

Les États-Unis pourraient élargir la levée des sanctions sur le pétrole russe pour soulager le marché, a déclaré vendredi 7 mars le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, alors que les cours de l'or noir ont atteint leur plus haut niveau depuis 2023. Le baril de West Texas Intermediate (WTI), référence américaine, a pris 12% vendredi, et 36% sur la semaine, dopé par le conflit au Moyen-Orient et le quasi-arrêt des passages au détroit d'Ormuz, d'où provient normalement 20% de la consommation mondiale. "Il y a, en mer, des centaines de millions de barils de pétrole russe sous sanctions", a expliqué le ministre des Finances sur la chaîne Fox Business, "et en levant les restrictions, le Trésor peut créer de l'offre." Jeudi, le gouvernement américain avait déjà autorisé la livraison de pétrole russe vers l'Inde. Cette décision "n'apportera pas d'avantage financier significatif au gouvernement russe", avait assuré Scott Bessent sur X. "Nous étudions" un possible élargissement de cette mesure présentée comme temporaire, a dit le ministre vendredi. "Nous allons continuer à annoncer régulièrement des mesures pour soulager le marché durant ce conflit."



La Russie risque de profiter du conflit. Le conseiller économique du Kremlin, Kirill Dmitriev, a réagi à ces propos sur X, expliquant que la Russie "(discutait de cette question) avec les États-Unis, les sanctions occidentales s'étant révélées négatives pour l'économie mondiale". Les cours du pétrole se sont envolés cette semaine à des hauteurs plus fréquentées depuis 2023, les investisseurs ne cachant plus leurs inquiétudes face à la paralysie d'une grande partie des flux d'hydrocarbures en provenance du Golfe. Le baril de West Texas Intermediate

(WTI), référence américaine, a terminé à 90,90 dollars, en hausse de 35,63% sur une semaine, un record depuis la création des contrats à terme sur le WTI, en 1983. Le baril de Brent, référence internationale pour le pétrole, a lui clôturé à 92,69 dollars vendredi, soit une augmentation de plus de 8% par rapport à la veille, et de 27,88% sur la semaine, après les premières frappes israélo-américaines sur l'Iran. Cette flambée redonne des marges de manœuvre inattendues à Moscou, dont les revenus énergétiques avaient sérieusement dégringolé ces derniers mois.

CHINE

Pékin peine à relancer les dépenses des Chinois

Le nouveau plan quinquennal présenté par les dirigeants chinois prévoit d'inciter les ménages à consommer davantage, pour tenter de rééquilibrer le modèle de croissance du pays aujourd'hui très dépendant des exportations. Cela pourrait contribuer à réduire l'énorme excédent commercial de Pékin qui inquiète beaucoup les Européens. Mais certains experts doutent que ça se produise. Les Chinois ne consomment pas assez. Et c'est un problème majeur pour leur avenir et celui du reste du monde, en particulier pour les Européens. Le Premier ministre Li Qiang a promis d'y remédier jeudi, en dévoilant les grandes lignes du nouveau plan quinquennal (2026-2030) devant les hiérarques du Parti communiste réunis pour leur grand événement politique annuel, celui des "Deux Sessions", à Pékin. Le plan vise une augmentation "notable" de la consommation, sans donner d'objectif chiffré, contrairement à ce qui a été mentionné pour la croissance (entre 4,5 et 5%, le plus bas niveau depuis 1991), le taux de chômage urbain (moins de 5,5% d'ici 2030) ou l'espérance de vie (80 ans contre 79 ans aujourd'hui). Exprimée par rapport au Produit intérieur brut (PIB), la consommation des ménages chinois est aujourd'hui particulièrement faible par rapport aux autres grandes économies, de l'avis de la grande majorité des économistes, y compris chinois. Elle représente moins de 40% du PIB, contre 53% en France et même 68% aux États-Unis. Selon les prévisions de Bloomberg, la part de la consommation dans le PIB devrait atteindre 45% à horizon 2030.

R I.

IRLANDE

Le sentiment des consommateurs atteint un sommet de 11 mois

L'indice de sentiment des consommateurs des coopératives de crédit d'Irlande a augmenté à 65,2 en février 2026, contre 64,7 en janvier, prolongeant les gains pour un quatrième mois consécutif et atteignant son niveau le plus élevé depuis

mars 2025. L'évaluation des consommateurs des conditions économiques actuelles a légèrement augmenté, et les attentes concernant le chômage se sont également améliorées modestement. Cependant, les répondants se sont montrés plus pessimistes

quant à leurs propres finances domestiques. En regardant vers l'avenir, le sentiment concernant les perspectives pour l'année à venir était moins pessimiste que dans les mois précédents. L'économiste Austin Hughes a souligné des données du PIB

favorables à la fin de 2025, des retours du Trésor plus solides, et la confirmation que Novo Nordisk fabriquera sa pilule de perte de poids en Irlande pour des marchés en dehors des États-Unis comme des développements positifs. Néanmoins, Hughes a averti

que "le changement était marginal et l'opinion des consommateurs sur l'économie irlandaise reste fortement convaincue que l'économie irlandaise s'affaiblira plutôt que de se renforcer dans l'année à venir."

Agence

LE PIB AUSTRALIEN ATTEINT UN SOMMET DE 3 ANS AU T4 Croissance supérieure aux attentes

L'économie australienne a connu sa croissance la plus rapide en trois ans au quatrième trimestre 2025, soutenue par une demande privée robuste et par l'augmentation des dépenses publiques en infrastructures et en défense. Le produit intérieur brut a progressé de 2,6% en glissement annuel au cours des trois mois se terminant le 31 décembre, selon les données du Bureau australien

des statistiques publiées mercredi. Ce chiffre est supérieur aux prévisions qui tablaient sur une croissance stable à 2,1%, comme observé au trimestre précédent. Le PIB a augmenté de 0,8% en glissement trimestriel, dépassant les attentes de 0,7%. Ce résultat a été porté par des dépenses des ménages stables, qui ont augmenté de 0,3% au cours du trimestre, avec des événements commerciaux tels que le

Black Friday et une multitude d'événements sportifs et de concerts stimulant les dépenses discrétionnaires. Les dépenses de consommation ont été en partie soutenues par les remises gouvernementales sur l'électricité, Canberra étant intervenu pour limiter l'impact des prix élevés de l'énergie. Cela s'est traduit par une hausse de 0,9% des dépenses publiques au cours du trimestre, les investissements fédéraux

dans les infrastructures de transport et les équipements de défense alimentant cette tendance. L'industrie minière clé de l'Australie a également progressé de 2,6% au cours du trimestre, contribuant à hauteur de 0,3 point de pourcentage à la croissance du PIB, selon les données de l'ABS. La hausse des prix des matières premières a également profité aux sociétés minières.

R.I

SUÈDE

Danske Bank revoit à la hausse ses perspectives de croissance

Danske Bank a relevé ses prévisions de croissance pour la Suède tant pour cette année que pour 2027, selon le dernier rapport Nordic Outlook. « Les perspectives pour 2026 sont positives. Une inflation plus faible et une politique budgétaire expansionniste renforcent le pouvoir d'achat des ménages, ce qui fait de l'économie intérieure un moteur de plus en plus im-

portant pour la croissance cette année », indique la banque. La banque s'attend désormais à ce que l'économie suédoise croisse de 2,8 % cette année, contre 2,6 % précédemment anticipés. L'année prochaine, la croissance devrait atteindre 2,7 %, contre 2,6 % prévus auparavant. Concernant l'inflation, Danske Bank prévoit qu'elle s'élèvera à 1,1 % cette année, soit une révision nettement à la

baisse par rapport aux 1,6 % anticipés auparavant. Parallèlement, l'inflation devrait maintenant s'établir à 1,7 % en 2027, contre une précédente prévision de 2,0 %. Par ailleurs, Danske Bank souligne que la politique monétaire fait désormais face à un nouveau jeu de défis par rapport à l'an dernier. La Riksbank devra équilibrer une inflation temporairement faible avec des conditions

économiques de plus en plus solides. « Même si l'incertitude demeure importante, notamment avec la nomination d'un nouveau membre en mars, nous prévoyons toujours que le taux directeur restera inchangé jusqu'à la fin de l'année, où il devrait vraisemblablement être relevé à 2,0 % », précise Danske Bank.

Agence

FAILLES ZERO-DAY

Les attaques ciblent de plus en plus les équipements réseau et les VPN

En 2025, Google a recensé 90 vulnérabilités zero-day exploitées dans des attaques réelles. Si le volume reste relativement stable d'une année sur l'autre, la répartition des cibles évolue nettement.

Pas d'explosion du nombre de failles zero-days observées en 2025, mais un niveau toujours élevé. Dans leur bilan annuel publié le 5 mars dernier, les équipes du Google Threat Intelligence Group (GTIG) ont indiqué avoir suivi 90 vulnérabilités exploitées dans des attaques alors qu'aucun correctif n'était encore disponible. Ce total dépasse celui de 2024, qui s'établissait à 78 failles, mais reste inférieur au record de 2023 et ses 100 zero-days. Sur les cinq dernières années, le volume annuel oscille ainsi entre 60 et 100 cas, révélateur d'une activité soutenue mais plutôt stable.

Les infrastructures d'entreprise de plus en plus dans le viseur

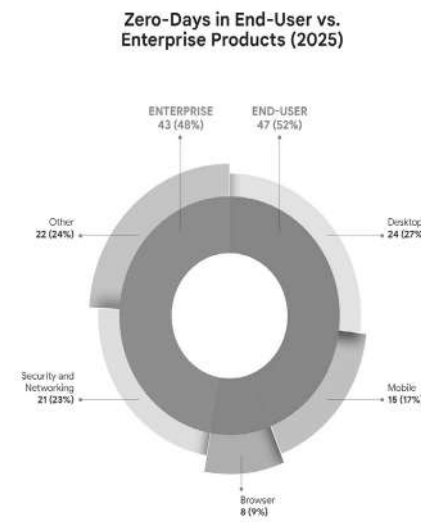
Au-delà du chiffre lui-même, le rapport met surtout en évidence un déplacement progressif des cibles. Sur ces 90 vulnérabilités, 43 concernaient des technologies d'entreprise, que les attaquants ciblent de plus en plus. Google souligne d'ailleurs qu'il s'agit de la proportion la plus élevée depuis que le groupe suit ce type d'exploitation. Dans le détail, les analyses menées par les chercheurs révèlent que les campagnes d'exploitation se tournent davantage vers les composants qui assurent le fonctionnement et la sécurité des infrastructures informatiques. Équipements réseau, solutions de sécurité, passerelles VPN ou plateformes de virtualisation figurent ainsi régulièrement parmi les systèmes touchés. Les acteurs malveillants cherchent à compromettre ces équipements afin d'obtenir un accès stratégique à l'environnement ciblé, d'observer une partie du trafic réseau



et, dans certains cas, de progresser vers d'autres systèmes internes.

Ce choix tient aussi à la position particulière qu'occupent ces équipements dans l'architecture des réseaux. Souvent placés en périphérie de l'infrastructure, ils concentrent une part importante des communications et disposent de privilèges élevés dans le fonctionnement du réseau. Dans le même temps, ils ne bénéficient généralement pas d'outils de détection comparables aux solutions antivirus et EDR déployées sur les postes de travail ou les serveurs, ce qui peut compliquer l'identification d'une compromission.

Les plateformes destinées aux utilisateurs continuent toutefois de concentrer une part importante des attaques. Les systèmes d'exploitation restent la catégorie la plus touchée, avec 39 zero-days recensées en 2025, dont 24 sur des systèmes de bureau et 15 sur mobile. À l'inverse, les navigateurs occupent désormais une place plus réduite. Selon Google, les vulnérabilités exploitées dans ces logiciels représentent moins de 10 % des cas observés cette année, un



recul que l'entreprise attribue notamment au renforcement progressif de leurs protections intégrées.

Spywares commerciaux en tête, États et cybercriminels toujours actifs

Autre fait marquant du rapport, les fournisseurs de logiciels espions com-

merciaux, comme NSO Group (Pegasus) ou Intellexa (Predator), apparaissent désormais comme les principaux exploitants de failles zero-day, alors que ce rôle revenait traditionnellement aux groupes d'espionnage étatiques, dont certains s'appuient dorénavant sur ces entreprises privées pour mener leurs opérations.

Les États restent néanmoins très présents dans l'exploitation directe de ces vulnérabilités, les groupes liés à la Chine demeurant les plus prolifiques parmi les acteurs étatiques, avec au moins 10 zero-days attribuées en 2025. Leur activité s'inscrit aussi dans une évolution plus large : les exploits circulent davantage entre différents groupes et certaines vulnérabilités sont à présent exploitées peu de temps après leur divulgation publique.

Les motivations financières continuent enfin de peser dans cet écosystème, Google ayant identifié 9 failles zero-day exploitées en 2025 par des groupes impliqués dans des campagnes d'extorsion ou de ransomware.

Un niveau proche du record observé en 2023, qui confirme que ces vulnérabilités ne sont plus l'apanage des seules opérations de cyberespionnage mais alimentent aujourd'hui des campagnes aux objectifs bien plus variés.

D'après le GTIG, cette dynamique devrait se poursuivre dans les années à venir, moins sous l'effet d'une hausse massive du nombre d'attaques que d'une diversification progressive des cibles et des techniques, l'IA pouvant encore accélérer la découverte de vulnérabilités et le développement d'exploits.

POUR SES FUTURS VOYAGES VERS MARS

La NASA part déjà à la conquête d'un chef cuisinier

La NASA vient officiellement de lancer un concours mondial visant à concevoir des systèmes de production alimentaire totalement autonomes pour les futures missions de longue durée. Et cette initiative est loin d'être anodine : la vie des astronautes en dépendra. Les yeux sont aujourd'hui rivés vers la Lune avec le programme Artemis. Même SpaceX, qui faisait de Mars sa priorité absolue, a revu ses plans. Mais on le sait : la conquête de notre satellite vise surtout à préparer les voyages plus lointains, et particulièrement celui vers la planète rouge, l'objectif ultime.

Un système intégré, capable de régénérer les ressources

Mais contrairement aux missions actuelles sur la Station spatiale internationale (ISS), où les vivres sont régulièrement acheminés depuis la Terre, un vol vers Mars



dure environ sept mois, auxquels s'ajoute un séjour sur place de plusieurs années. Dans ce contexte, transporter des tonnes de nourriture lyophilisée est inefficace en termes de poids et de volume,

d'autant que les nutriments se dégradent avec le temps. Les premiers humains à se rendre sur notre voisine devront donc disposer d'un véritable système intégré, capable de régénérer les

ressources et de fournir des repas complets sans aucun ravitaillement possible.

C'est tout le principe de Deep Space Food Challenge: Mars to Table, compétition mondiale lancée par la NASA. L'agence spatiale en appelle aux chefs cuisiniers, aux experts en nutrition, aux étudiants, aux start-up et aux chercheurs indépendants pour développer une telle technologie.

De nombreux critères à prendre en compte

Il devra s'agir d'une prouesse d'ingénierie, une sorte de « ferme-usine » en mesure d'opérer dans un espace confiné. Car le système devra non seulement nourrir un équipage allant jusqu'à 15 personnes pendant une mission de cinq ans, mais aussi combiner différentes sources : culture de plantes, biomasse fongique, voire viande de culture. De même, la solution devra s'intégrer parfaite-

ment aux systèmes de support de vie de l'habitat.

Les critères de sélection sont draconiens, car ils répondent à des impératifs physiologiques et psychologiques cruciaux. Au-delà de l'apport nutritionnel, 100 % des besoins devant être couverts, la NASA met l'accent sur le goût, la texture et la variété des repas : compte tenu de la longueur du voyage, le moral dépendra parfois de la qualité de l'assiette. Et ce n'est pas tout. Le système devra également être extrêmement économe en énergie, produire un minimum de déchets et assez simple pour être géré par l'équipage sans maintenance complexe. Les prétendants, qui ont jusqu'au 31 juillet 2026 pour soumettre leur proposition, ont donc du pain sur la planche. L'annonce officielle des grands vainqueurs est prévue en septembre 2026, avec un chèque de 750 000 dollars à la clé (uniquement s'il s'agit d'un organisme américain).

DE LA SIETE À LA SYMBOL

Retour sur les petites Renault à coffre

Jusqu'à la fin des années 2010, la péninsule ibérique bénéficiait de modèles à coffre spécifiques en témoigne la Seat Cordoba, cette Ibiza étirée au niveau de la malle. Pour répondre aux goûts de cette clientèle particulière, Renault adapta dès le milieu des années 1970, sa Renault 5 qui devint pour l'occasion Renault Siete. Aujourd'hui, ce besoin de petites citadines tricarps reste prépondérant en Europe centrale au proche orient ainsi qu'au Maghreb où les héritières de la Renault Siete que sont les Renault Thalia et Symbol ont repris le flambeau.

Selon les marchés automobiles, les goûts des consommateurs peuvent clairement varier. Dans la péninsule ibérique, la clientèle a longtemps été friande de berlines tricarps autrement dit des silhouettes s'achevant par une malle de coffre. Un profil plus imposant, jugé plus statutaire et profitant d'un volume d'empport plus important à défaut de bénéficier de la praticité du hayon en est la caractéristique principale.

Renault Siete (1974-1982)

Le meilleur exemple est sans nul doute de l'autre côté des Pyrénées celui de la Renault Siete (7 en espagnol), la version à coffre de la Renault 5. Cette berline à malle repose sur un empattement étiré et affichait à l'époque, elle fut au catalogue de la marque au losange en Espagne de 1974 à 1982, un gabarit de 3,89 m de long quand une R5 se contentait de 3,52 m. Ce qui permettait au passage de presque doubler la capacité d'empport, 270 litres pour la R5 et 400 litres sur la Siete. Conçue à l'économie, la Renault Siete remployait le parebrise en guise de lunette arrière et pas question de profiter des boucliers en plastiques de la "5", la "7" les a troqués contre des parechocs chromés.

La Renault Siete, rebaptisée 7 (en chiffre) lors du restylage opéré en 1979 connaît un succès très correct, en huit années au catalogue sa production approcha des 160 000 unités. Aux débuts des années 1980, la remplaçante de la Renault 5, la Renault Supercinq n'est pas déclinée en version à coffre, en raison de l'arrivée de la Renault 9 (4,06 m de long) finalement assez proche en taille.

En raison de la présence au catalogue de la R9 dont la carrière se poursuivra jusqu'en 2000, la toute première mouture



de la Clio n'a pas eu besoin d'être déclinée en version à coffre.

Renault Thalia, Renault Symbol (1999-2008)

L'allongement postérieur est ensuite apparu sur la Clio de seconde génération en 1999 qui, selon les marchés, adopta de nombreuses appellations commerciales. Renault Symbol, Clio Classic, Clio Sedan, Thalia, Citius ou plus simplement Clio 4 puertas sans oublier son alter ego nippon, la Nissan Platina au Mexique. Mais contrairement à la Renault Siete, cette Clio tricarps longue de 4,15 m n'a pas été commercialisée en Europe de l'ouest. Son terrain de jeu se cantonna à l'Europe Centrale, les Balkans, la Turquie, le Moyen-Orient, le Maghreb et l'Amérique latine. Sans oublier les départs français d'outre-mer. En 11 années de carrière, les différentes variantes de la Clio à coffre ont quasiment atteint une production de 650 000 unités.

Renault Symbol 2 (2008-2013)

La seconde mouture de la Renault Symbol repose sur les soubassements de la Clio 3. Elle en reprend bon nombre de panneaux de carrosserie à l'instar du mobilier. Son format grandi avec une longueur de 4,26 m soit un gabarit quasi identique à celui de la Dacia Logan première du nom avec laquelle elle fait un peu doublon. D'ailleurs, ce modèle singulier connaîtra une carrière très courte de 2008 à 2013. Sa remplaçante, la Renault Symbol 3 ne sera autre qu'une Dacia Logan de seconde génération rebadgée avec un museau spécifique orné d'un losange. La Symbol 3 restera au catalogue de 2013 à 2023.

La marque qui exporte le plus grande nombre de voitures depuis les États-Unis n'est même pas américaine !

Parmi ses innombrables prises de position, Donald Trump milite à grand renfort de contraintes fiscales pour que les constructeurs automobiles produisent au maximum aux États-Unis. Aussi bien pour le marché intérieur que pour l'export. Et, sur ce dernier point, le groupe qui produit le plus pour les autres pays ne fait pas partie du trio Ford, General Motors ; ou bien Stellantis avec Dodge, Ram ou encore Chrysler. La palme revient ainsi à un constructeur allemand qui a fait le choix de créer sa plus grande usine loin de sa terre natale. Dans le classement des marques les plus diffusées aux États-Unis en 2025, BMW n'est que 14^e avec 388 897 immatriculations. Bien loin des marques américaines comme Ford et ses plus de deux millions de ventes annuelles ou Chevrolet et ses 1,8 million. Pourtant, la marque bavaroise les dépasse sur un point en termes de volume. Parmi les constructeurs produisant des voitures dans le pays, c'est BMW qui exporte le plus de véhicules vers l'étranger, devant ces mêmes constructeurs qui vendent presque cinq fois plus sur le marché intérieur.



Rien qu'en 2025, 200 000 BMW produites aux États-Unis ont été exportées vers 120 pays, d'après le département du Commerce américain. En réalité, cette performance n'a rien d' inédit pour le constructeur. Depuis 2014, la marque a produit près de trois millions de voitures aux États-Unis pour l'export. Présent dans l'État de Caroline du Sud depuis 1992, BMW a investi 16 milliards de dollars dans ses usines

américaines en 34 ans de présence. Pensé au départ pour produire des modèles prioritairement destinés au marché américain, le site de Spartanburg est aujourd'hui la plus grande usine du groupe BMW, tous pays confondus. Elle emploie 11 000 salariés et produit 1 500 voitures par jour, dont la moitié part à l'étranger. La majeure partie de la production est constituée de X3, X4 et X5, des modèles clés pour le constructeur

car vendus en grandes quantités partout dans le monde. L'export de ces modèles depuis la Caroline du Sud représente un chiffre d'affaires de 9 milliards de dollars par an pour BMW.

BMW, comme les marques américaines, se détourne partiellement des États-Unis

En 2019, BMW a ouvert une usine au Mexique dans la ville de San Luis Potosí. Des Série 2 Coupé et des Série 3 sont construites sur ce site par 3 700 salariés. La marque y fait également produire des batteries pour ses voitures électriques. Avec plus de 90 000 m² disponibles depuis d'importants travaux d'agrandissement en 2024, le constructeur allemand a décidé d'étendre son activité. Il est prévu que la prochaine Série 3 Neue Klasse soit construite sur place. BMW n'est pas le seul constructeur à adopter cette stratégie double avec des usines à la fois aux États-Unis et au Mexique. Les constructeurs américains comme Ford le font également. Bien que la marque à l'ovale bleu possède 24 sites de production sur sa terre d'origine, elle profite elle

aussi en effet des avantages qu'offre le Mexique pour produire à moindre coût, aussi bien pour l'export que pour le marché américain. Pour tenter d'endiguer ce phénomène, Donald Trump a signé un décret en mars 2025 imposant une taxe de 25 % aux véhicules vendus aux États-Unis mais construits au Mexique ou assemblés avec des pièces produites dans le pays, dans l'espoir de relocaliser des emplois. Un an plus tard, l'efficacité de cette mesure reste à démontrer. Ford a par ailleurs fêté en grandes pompes le cap des sept millions de voitures produites au Mexique l'année dernière. Toutefois, General Motors semble plier sous la contrainte financière, en annonçant vouloir investir 4 milliards de dollars d'ici 2027 pour rapatrier plusieurs lignes de production vers les États-Unis. Les Chevrolet Blazer et Equinox sont assemblés sur place, ainsi que les pick-up électriques du groupe. Une fois les aménagements menés à bien, GM devrait pouvoir produire deux millions de voitures aux États-Unis, aussi bien pour son marché intérieur que pour l'export.

Mots fléchés

Complets Il élève des pigeons	Onguent	Excès	Extrémités des skis	Astique Jeune cerf	Île française Économisée	Soigner et nourrir les animaux
						Affluent de l'Hérault
Particules infiniment petites	Nouée dans le dos	Élève	Purifié		On le fête Moutons	
			Pactoles			
Ombrée Empois			Écrivain français (Eugène) Dépouillement	Bourré comme une huître		
			Souhaité	Conducteur d'équidés		
Côté où le soleil se lève	Esquiver Signal sonore pour le départ				Dedans Fatalités	Epouse d'Athamas Danse enfantine
		Poissons d'eau douce Fermant		Soif		
Réplique instantanée	Suivis Admiratives			Première personne du singulier	Cent mètres carrés	Drame lyrique au Japon Godets
				Engueulade Invectivât		
Trac de l'artiste	Bramer			Partie d'une cheminée		Princesse hindoue
		Monarque	Territoire montagneux en Algérie	Caillou Maison d'Italie		
Malaise	Beau perroquet			Chevalier efféminé Id est	Roulement sur le tambour	Beaucoup
Picrate	Cordon Conteste				Titre anglais	
		Département	Fleuve français	Lentille bâtarde Divinité du levant	Affluent du Danube	Niais Département
Allégresse Couleur de la ligne dans les Vosges				Actinium	Echassier Ville roumaine	
			Bonnes reproductrices Jadis c'était Tokyo			Crie comme le cerf
Rétrocédé	Blague Examiné			Fredonner Premier continent connu		
				Champion	Surface agricole	
Connu		Élève officier		Tramée		

Une enveloppe de 530 millions pour réhabiliter le Barrage vert

Une enveloppe financière de plus de 530 millions de dinars a été allouée au projet d'extension et de réhabilitation du Barrage vert, qui traverse sept (7) communes du sud de la wilaya de Bouira , a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation des forêts. Relancé en 2023, ce projet porte sur l'extension et la réhabilitation du Barrage vert dans les communes du sud de la wilaya de Bouira (Dirah, Sour El Ghozlane, Ridane, Maâmora, El Hakimia, Hadjra Zerga et Taguedit), sur une superficie de 95.000 ha. "Une enveloppe financière globale de 530 millions de dinars a été allouée à ce projet", a indiqué à la presse le Conservateur des forêts de Bouira, Mounir Demdoun.



DIPLOMATIE

Le ministre Attaf participe aux travaux de la réunion du Conseil de la Ligue arabe

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a participé, dimanche, aux travaux de la session extraordinaire de la réunion du Conseil de la Ligue arabe au niveau ministériel, consacrée à l'examen de la situation au Moyen-Orient et dans le Golfe arabe, indique un communiqué du ministère. Cette réunion a permis d'"examiner les répercussions de l'escalade militaire dans la région sur la souveraineté et l'intégrité de nombre de pays arabes, ainsi que les risques et menaces qu'elle fait peser aux niveaux régional et international", précise le communiqué.

APS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à un projet de loi définissant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir au Parlement, ainsi qu'à des exposés relatifs à l'importation d'un million de moutons en prévision de l'Aïd El-Adha et aux préparatifs de la saison du hadj, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à un projet de loi définissant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir au Parlement, ainsi qu'à des exposés relatifs à l'opération d'importation d'un million de moutons en prévision de l'Aïd El-Adha, aux préparatifs de la saison du hadj et au projet du Plan national jeunesse», lit-on dans le communiqué.

PARLEMENT

L'APN reprendra ses travaux, lundi, pour le vote de cinq projets de loi

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, lundi, en séance plénière consacrée au vote de cinq projets de loi, indique dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement. Il s'agit du projet de loi organique relatif aux partis politiques, du projet de loi relatif à l'organisation territoriale du pays, l'adoption des dispositions objet de désaccord dans le texte de loi relatif à la criminalisation du colonialisme français en Algérie et dans le texte de loi portant Code de la route, ainsi que l'adoption du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2023, précise le communiqué.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Les Journées des métiers les 12 et 13 mars à Oran

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'Oran organise, les 12 et 13 mars, une manifestation intitulée "Journées des métiers", visant à mettre en lumière les opportunités de formation professionnelle, à faire connaître les métiers prometteurs et à rapprocher les jeunes des spécialités demandées sur le marché du travail, a indiqué, dimanche, la direction. Nacera Mansouri, chargée de la communication à la DFEP a expliqué que cette manifestation, qui se tiendra au Jardin de la Liberté, à Es-Seddikia, vise à renforcer la place de la formation professionnelle en tant que choix stratégique efficace, ouvrant aux jeunes des perspectives professionnelles claires et durables. Elle a ajouté que cet événement "constitue une occasion de renforcer l'ouverture des établissements de formation professionnelle sur leur environnement économique et social, en offrant des espaces de communication directe entre les formateurs et les stagiaires, ainsi qu'avec les partenaires économiques et les porteurs de projets, ce qui renforce une approche participative répondant aux besoins du développement local et



national". La manifestation comprendra des stands dédiés aux différents établissements de formation de la wilaya afin de présenter aux visiteurs les principales spécialités qu'ils proposent, ainsi que les métiers qu'ils encadrent, en plus d'espaces réservés aux associations professionnelles partenaires, indique-t-on. Des organismes d'appui seront également présents, tels que l'Agence nationale d'appui et de promotion de l'entrepreneuriat

(ANADE) et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), afin d'orienter les jeunes vers le monde de l'entrepreneuriat et les encourager à créer des micro-entreprises. Les produits et les innovations réalisés par les stagiaires des établissements de formation et d'enseignement professionnels seront également exposés, a fait savoir Mme Mansouri.

APS

SIDI BEL-ABBES

Organisation d'une journée de sensibilisation et de dépistage précoce du glaucome

Le service d'ophtalmologie et de chirurgie oculaire du Centre hospitalier Abdelkader Hassani de Sidi Bel-Abbes a organisé, dimanche, une journée de sensibilisation ouverte consacrée au dépistage précoce du Glaucome (appelé aussi " eaux bleues "), dans le cadre de la Semaine mondiale du glaucome, qui se déroule du 8 au 14 mars, a-t-on appris auprès de la

cellule d'information et de communication de cet établissement de santé. Selon la même source, cette activité de sensibilisation se tient sur la place Place El-Mactaâ, au centre-ville de Sidi Bel-Abbes. Elle comprend des examens médicaux destinés au dépistage précoce du glaucome, ainsi que des explications et des conseils médicaux sur

les symptômes de cette maladie et les moyens de prévention, sous la supervision de médecins spécialistes en ophtalmologie. Cette initiative vise à renforcer la sensibilisation des citoyens à l'importance du diagnostic précoce de cette maladie silencieuse qui peut entraîner une perte de la vue si elle n'est pas détectée et traitée à temps.

Les organisateurs ont invité les citoyens à participer à cette campagne de sensibilisation, en soulignant l'importance du dépistage régulier, en particulier pour les personnes âgées de plus de 40 ans, celles atteintes de Diabète ou d'Hypertension artérielle, ainsi que pour les personnes ayant des antécédents familiaux de glaucome.

APS

ÉLECTRIFICATION EN AFRIQUE BEL-ABBES

La BEI s'engage à mobiliser plus de 1 milliard € pour l'initiative Mission 300

Ménée conjointement par la Banque mondiale et la BAD, l'initiative Mission 300 rassemble plusieurs bailleurs de fonds multilatéraux, gouvernements et entreprises privées pour réduire de moitié le nombre d'Africains privés d'accès à l'électricité d'ici 2030. Le groupe de la Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé le mercredi 4 mars son engagement à fournir plus de 1 milliard d'euros (plus de 1,16 milliards USD) de financements pour des projets d'énergie renouvelable en Afrique subsaharienne, dans le cadre de l'initiative « Mission 300 » qui vise à étendre l'accès à l'électricité à 300 millions de personnes sur le continent d'ici 2030. Cet engagement a été annoncé par la présidente du groupe, Nadia Calviño, lors de la 4e édition du Forum annuel de l'institution qui se tenait à Luxembourg. Les financements devraient être déployés par l'intermédiaire de BEI Monde, la branche de la BEI spécialisée dans le renfor-

cement de l'impact des partenariats internationaux et du financement du développement. Ils soutiendront des projets de centrales hydroélectriques et solaires à grande et petite échelle, de parcs éoliens et de réseaux de transport d'électricité, conformément aux priorités du programme « Global Gateway », un plan d'aide au développement dévoilé début 2022 par l'Union européenne et prévoyant 150 milliards d'euros d'investissements en Afrique sur 6 ans. « Près de 600 millions de personnes en Afrique subsaharienne n'ont pas encore accès à l'électricité. Alors que certains construisent des murs, nous construisons des ponts en soutenant les partenariats internationaux et les solutions gagnant-gagnant pour un monde plus pacifique, plus stable et plus prospère », a déclaré Nadia Calviño à l'issue d'une rencontre avec les dirigeants la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), deux entités qui mènent conjointement l'initiative Mission

300 avec l'appui des gouvernements, d'autres institutions financières et du secteur privé. « L'engagement de 1 milliard d'euros de la BEI correspond exactement au partenariat dont Mission 300 a besoin et renforce notre plateforme à un moment charnière. Le groupe de la Banque africaine de développement est fier de se tenir aux côtés de la Banque européenne d'investissement et de nos partenaires pour transformer cette ambition en connexions sur le terrain », s'est de son côté félicité le président de la BAD, Sidi Ould Tah. Lancée officiellement en janvier 2025 durant le Sommet africain de l'énergie de Dar es-Salaam en Tanzanie, l'initiative Mission 300 ambitionne d'accélérer l'électrification en Afrique, en mettant un accent particulier sur l'expansion de systèmes d'énergies renouvelables décentralisés, notamment les mini-réseaux et les unités solaires autonomes, ainsi que le raccordement des usagers au réseau. Agence